LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1587
du 18 au 24 mars 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Ce n'est pas une miette de pain, c'est la moisson du monde entier qu'il faut à la race humaine, sans exploiteur et sans exploités. »
Louise Michel

Ne battons pas en retraite

M 02137 - 1587 - F: 2,00 €

Sommaire

Fait d'hiver, par J.-M. Raynaud, *page 4*

Au sujet de la journée des **femmes,** par Sigrid, *page 5*

Les **brèves** pré-printanières, *page 6*

Regard sur **Sarkoland,** par V. Tiorfan, *page 7*

À la **petite semaine,** par Floréal, *page 8*

Retraites, etc, par J. Rat, *page 9*

Contre la **Résignation,** par J. Hénocque, *page 12*

Le **No-TAV,** par les Relations internationales, *page 14*

Retour sur Benjamin **Fondane,** par L. Janover, *page 15*

Louise Michel, le film, par P. Schindler, *page 18*

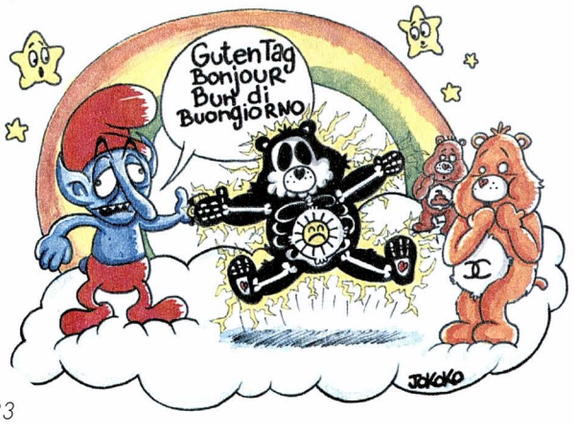
Des **flibustiers** écologistes, par P. Sommermeyer, *page 19*

Une brochure pour **Radio libertaire,** *page 20*

La vie du **mouvement,** *page 21*

Les **programmes** de Radio libertaire, *page 22*

L'agenda de toutes les échappées, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

« Quand on se conduit comme une dirigeante de PME, on doit s'attendre à être séquestrée », c'est en gros ce que déclarait un syndicaliste de la santé la semaine dernière. Il s'agissait d'un hôpital de la région parisienne où la course au rendement et au profit est « orchestrée » par la directrice. C'est peu ou prou la même logique pour ce qu'on appelle pudiquement la frénésie immobilière sur le littoral. Les projets d'urbanisme à La Faute-sur-Mer, qui ont abouti à la catastrophe que l'on sait, ont été autorisés par une élue dont la famille gérait des opérations immobilières dans les régions dites inondables... On dit que l'État « compte limiter les reconstructions » dans les zones à risques mais construites... Quels seront les critères ? La loi du profit, c'est à parier ! Côté patronal, ça branle dans le manche : Laurence Parisot a été déboutée en appel face à un ancien président de l'UIMM. La toile de fond était les liquidités qui circulaient dans les agissements de ceux qu'on appelait autrefois les maîtres des forges. Paix sociale, corruption de syndicalistes, la liste est longue... et la cheftaine de l'ex-CNPF n'en savait rien ? D'où l'embrouille juridique. À l'heure où nous bouclons ce *Monde libertaire* la gauche est donnée grande favorite au premier tour. Mais, comme de bien entendu, socialistes et écologistes s'arc-boutent déjà pour des négociations que l'on annonce rugueuses pour le second tour. D'aucuns se posent le problème de l'éthique, (« la gauche a-t-elle besoin d'une morale ? »), les bons apôtres ne sauraient oublier qu'en politique seuls les résultats comptent et que les bons usages peuvent aller aux oubliettes. Le printemps ne s'annonce pas trop mal pour celles et ceux qui aspirent à prendre la place de l'UMP et consorts. Mais à part dire qu'il faut faire autre chose, la question sociale reste pour eux quasiment *terra incognita*. Une fois les manettes du pouvoir en mains, la tendance sera-t-elle vraiment inversée ? Prenons le cas du (au hasard bien sûr...) problème de l'éducation. Le ministre, Luc Chatel, avait annoncé son intention d'avoir recours à des retraités, des étudiants pour les remplacements. De quoi, bien sûr, réveiller les tièdes, encourager à la mobilisation. D'où, vendredi dernier, manifestation, défilés dans une trentaine de villes, Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Limoges... Le ministre, « socialiste » à l'époque, Claude Allègre avait-il eu la même démarche en déclarant qu'il fallait « dégraisser le mammouth » ? Le rendement, le profit sont préconisés à droite comme à gauche. Nous le savons, les élections on va en bouffer encore quelque temps. Après, on pourra peut-être discuter de l'unité dans les luttes au lieu de la quête des strapontins dans les allées du pouvoir.

Total

Les flics étaient là

Jean-Pierre Levaray

LUNDI 8 MARS, SUR LE PARVIS de la Défense, sous le soleil mais avec un vent polaire. On se retrouve place Michelet, là où se dresse l'une des tours Total et où se tient le CCE concernant l'avenir de la raffinerie des Flandres. Il y a 500 à 600 manifestants (300 selon la police). Moitié moins qu'à la manif précédente qui rassemblait un bon millier de personnes. Des flics partout, déjà déguisés en robocop, avec flash-ball et qui prennent en photo et vidéo tous les manifestants. Cette manifestation a lieu à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-SUD de Total, ainsi qu'à celui de Convergence des luttes, qui comptait tellement de signataires qu'on se doutait qu'il y aurait moins de monde (c'est souvent inversement proportionnel au nombre d'organisations qui ont signé). La manif est très colorée, grâce aux militants et drapeaux de Solidaires venus de toutes les fédés. Et même si elle ressemble à un carnaval, avec trompettes et tambours (la majorité des gens viennent de Dunkerque, ça met l'ambiance), ou aux tribunes du stade de Lens (avec slogans qui vont avec : « Total, branleur, on est les raffineurs et on n'a pas peur »), les manifestants sont vraiment en colère et semblent déterminés. Il y a aussi des salariés (ou ex) de Goodyear, Continental et Téléperformance, venus en renfort. La cinquantaine de vigiles qui gardent les entrées de la tour ne sont pas à la fête.

Vers midi, la délégation des élus sort des bâtiments pour annoncer les décisions de la direction du groupe. En fait, rien de neuf. Fermeture de la raffinerie et, pour les salariés, maintien de leurs emplois via la création d'un dépôt, d'un centre de formation et des reclassements. Ce qui dans les chiffres peut paraître du donnant-donnant, mais on voit mal tous ces salariés se transformer en formateurs.

Total n'a tenu aucun compte de l'occupation et du mouvement de grève dans les raffineries. La CGT, en acceptant les premières propositions du 23 février, avait déjà ouvert des portes à la direction. Il ne s'agit pas vraiment d'une « trahison » de la part du syndicat mais plutôt de deux conceptions de la lutte pour l'emploi. Dans un cas, il y a ceux qui se battent, sur place, dos au mur, pour leurs salaires et leurs boulots et d'autres qui, habitués aux discussions dans les bureaux directoriaux, ne conçoivent l'emploi que dans le cadre de « plans » où les syndicats auraient leur mot à dire. D'où l'acceptation de deux tables rondes qui ne serviront à rien.

Quant à la direction de Total, question social, elle n'a jamais fait dans la dentelle. Même si les salariés du groupe ne sont pas les plus maltraités (en France !), Total a toujours fait ce qu'il voulait. Les fermetures programmées, les cessions d'usines ou de filiales se sont toujours faites, même avec des aménagements. Le PDG de Total et son staff restent toujours droit dans leurs bottes, avec comme seule ligne directrice les dividendes. Qu'importe alors les remous sociaux. D'autant que Margerie (le PDG) a une haute idée de lui-même et de sa fonction : il annonçait sans rire à la télé que sa mission consistait, en faisant progresser Total dans le monde, à planter autant de drapeaux français. Une vision colonialiste et impérialiste de sa fonction.

L'arrêt de la raffinerie de Dunkerque répond à une stratégie mondiale, car ce n'est pas la moins rentable du groupe. Les groupes pétroliers, en visant le marché asiatique, ont construit de nouvelles grosses raffineries au Moyen-Orient, mais l'Inde et la Chine consomment moins vite que prévu. En même temps, ces nouvelles raffineries modernes produisent beaucoup plus que les anciennes situées en Europe. En Europe du Nord, dans un périmètre qui s'étend du Havre à l'extrémité de la mer du Nord, il y aurait surcapacité et c'est donc celle de Dunkerque qui en a fait les frais, suite à un accord entre pétroliers. Cela dépasse l'annonce dans la presse de la non-adéquation entre essence sans plomb et gasoil. Outre le fait que la France y perd en indépendance énergétique (comme dirait la CGT), cela va amener à multiplier les supertankers de gasoil, plus nombreux que ceux de pétrole qui s'acheminaient jusqu'alors vers Dunkerque.

Suite à ces annonces, les manifestants ne peuvent en rester là et il est décidé d'aller vers les autres « tours miroirs » symboliques de Total. Le parcours hyperfliqué se fait sans heurts, c'est en arrivant au pied des tours que ça se gâte. Depuis des lustres, c'est devenu une habitude de pénétrer dans le Saint des Saints, d'envahir le hall et les bureaux. « C'est chez nous », scandent les manifestants. Sauf qu'en ce 8 mars, la police est là. Et lorsqu'on entre dans la tour, les flics nous attendent à l'intérieur. Échange de coups, vitres cassées mais surtout gaz lacrymo en plein visage pour certains et gaz pour tout le monde. Et nous qui sommes habitués à respirer des saloperies, ça ne l'a pas fait.

Les flics investissent ensuite le parvis, chassant piétons et manifestants.

Total et l'État ont donc monté la répression d'un cran. Aux salariés de réagir plus fort désormais. Reste que la CGT n'appelle qu'à une nouvelle journée de mobilisation dans l'ensemble des raffineries françaises, le 15 avril, jour de la table ronde sur le raffinage en France avec Borlo (!) J.-P. L.

Faits d'hiver

Passeport pour...

Mon vieux frère, Jojo Ballade, part, fin mars, au Burkina, pour former des agriculteurs locaux à la traction animale. Les Éditions libertaires ont en projet un livre sur le sujet. Ça fait longtemps que je ne suis pas sorti de ma tanière. Alors...

Mais pour aller au Burkina, il me faut un passeport.

Début février, direction toute, la mairie de ma commune (Saint-Georges-d'Oléron). On me donne la liste des pièces à fournir. Quelques jours plus tard :

— Là, ça ne va pas !

— Qu'est-ce qui ne va pas ?

— Là, sur les photos, vous avez des lunettes.

— Ben oui, je porte des lunettes.

— Avec les nouveaux passeports biométriques, c'est interdit.

Gentil chien, j'obtempère et fournis des photos sans lunettes. Et je prends rendez-vous à la mairie, qui doit finaliser ma demande de passeport. Et là...

— Alors là, ça ne va pas du tout !

— Mais quoi ?

— Là, sur les photos, vous esquissez un léger sourire, et selon la réglementation, c'est interdit. Je veux une photo neutre.

— Mais c'est quoi une photo neutre ?

— Je ne suis qu'une petite fonctionnaire. J'obéis aux ordres.

— Comme les flics qui ont raflé pour le Vel d'Hiv. Ou les comptables des camps...

— Monsieur, enfin... !

— Je suis journaliste au *Monde libertaire*, je veux voir votre chef !

Ça s'est arrangé tout de suite. Journaliste. *Le Monde* (même *libertaire*). 63 ans. Blanc. Français depuis Vercingétorix. Ça sentait pas le bon plan. Et, donc... !

Et tout cela pour un passeport !

Qui a dit que le pays des droits de l'homme s'opposait à la libre circulation des capitaux ?

Jean-Marc Raynaud

Un jour de colère ?!

Que m'inspire la journée des femmes du 8 mars 2010 me demande-t-on ? Hum… !

Eh bien, c'est très simple : de la colère, de l'indignation et de la lassitude ! Colère et lassitude car on peut se demander comment en est-on encore là au XIXe siècle ? Colère et indignation encore car tout le long du parcours de la manif parisienne, des hommes, applaudissant ce qu'ils pensaient être un spectacle, se gaussaient de façon graveleuse en se tordant le coup pour essayer de regarder sous les jupes des manifestantes (heureusement, le froid a contraint la majorité d'entre nous à couvrir tous nos plus petits morceaux de peau pour nous protéger du vent glacial). Indignation et lassitude toujours car, alors que nous étions en train de vider une bonne pinte bien méritée en fin de manif, un mec bien gras (dans tous les sens du terme !) et encravaté, nous a hélé pour beugler tel un pourceau trop gavé : « hé ! C'est pour quand la journée de l'homme ha ! ha ! ha ! » C'est tous les jours, Ducon ! Et si tu veux, on te fait la tienne ce soir et tu t'en rappelleras, abruti !

Le récit de ces anecdotes serait complètement inintéressant et insignifiant s'il illustrait juste une pensée à la marge. Malheureusement, ce genre de propos, quasiment jamais révélé de la sorte dans les milieux bien-pensants, est l'expression d'une idéologie très prégnante dans la pensée dominante. Idéologie qui s'appuie sur le fait que les femmes ne sont pas des êtres humains comme les autres, qu'il est essentiel, pour ne pas chambouler l'ordre établi, que chaque sexe conserve sa prétendue place dans nos sociétés dites civilisées – en gros et pour le dire vite, les femmes, passives et douces par « nature », doivent gérer la sphère domestique et exercer des métiers dans le prolongement parfait de leur supposée nature : infirmière, institutrice, caissières, etc., tandis que les hommes, actifs et guerriers, doivent prendre en charge les questions extérieures et exercer des fonctions qui conjuguent force et capacité décisionnelle.

Pourtant, en matière de domination masculine et d'oppression des femmes, est-il nécessaire de rappeler les faits ? Doit-on citer de nouveau les chiffres dramatiques ? Apparemment oui ! Alors allons-y et livrons une liste non exhaustive de tous les effets néfastes des sociétés patriarcales. Les corps des femmes sont toujours utilisés comme des armes de guerre dans les pays qui subissent les conflits armés orchestrés par des hommes : 40 viols par jours dans la région du sud Kivu en République dite démocratique du Congo. Les violences d'État contre les femmes sont encore nombreuses, en Iran et en Afghanistan par exemple. La répression contre les militantes s'amplifie, elles subissent des violences physiques, psychologiques et sexuelles. Les arrestations, emprisonnements et exécutions de femmes augmentent alors que, dans le même temps, de nouvelles lois encourageant les discriminations sexistes sont en train d'être votées. Au Mexique, au Salvador ou en Colombie, des femmes disparaissent par milliers, assassinées par vengeance pour montrer quelle famille est la plus forte, la plus puissante, pour montrer qui est le chef. En Afrique du Sud, pays où un quart des hommes ont déjà violé une femme (chiffre de l'ONG Action Aid), les viols « correctifs », c'est-à-dire les viols de lesbiennes, ne cessent d'augmenter. Ils sont perpétués, selon les propres dires des acteurs, pour éradiquer la déviance homosexuelle et redonner le goût de la bite à ces femmes qui aiment les femmes ! Bref, cette liste déjà longue n'est qu'un mince échantillon de ce que subissent les femmes dans diverses parties du monde.

Généralement, les bonshommes français s'indignent devant ces faits et méditent si fort qu'on perçoit facilement leur pensée : « Ah ces Noirs, ces Arabes, ces Jaunes, ces Hispanos… Les femmes, chez nous, sont sacrément bien loties ! Elles sont quand même mieux ici que chez ces sauvageons. » Eh oui, ces messieurs pensent l'oppression des femmes ailleurs, loin, dans des contrées « sauvages », et rien de telle qu'une bonne démocratie pour que tout rentre dans l'ordre !

Eh bien, messieurs les Blancs dominants, j'ai le regret de vous informer que vous avez tort ! La sacro-sainte démocratie (comme votre couleur de peau d'ailleurs) et son arsenal de justice, de prévention et de répression n'épargnent pas les femmes de votre grand pays républicain. Dans votre vieil Hexagone, trois femmes meurent toutes les semaines sous les coups de son conjoint, les viols sont pléthores et les violences homophobes demeurent ! Sans compter les difficultés grandissantes qu'ont les femmes à gérer le quotidien de leurs vies car elles représentent 80 % des emplois précaires, constituant ainsi la cohorte la plus importante des travailleurs pauvres ; elles perçoivent toujours 27 % de moins de salaires que vous pour un travail identique et, au regard de la casse organisée des services publics, éprouvent des difficultés grandissantes pour avoir accès aux moyens de contraception et aux IVG ! (Cette liste est toujours non exhaustive !)

Mais quel intérêt avez-vous à ce que cela change ? Quel intérêt avez-vous à partager les tâches d'élevage des enfants et les tâches ménagères (très chiantes), quel intérêt avez-vous à laisser les postes à responsabilité aux femmes (fonctions moins éprouvantes que les postes d'exécution et mieux rétribuées) ? En réalité très peu, n'est-ce pas ? C'est donc pour cela que nous prenons nos luttes en main… L'émancipation des femmes passera par les femmes et par l'abolition de la société patriarcale.

Donc, pour répondre à la question de départ, je réponds qu'il en faudra encore des 8 mars, des 17 octobre, etc. Il en faudra encore des luttes pour offrir une vie décente à toutes les femmes sans papiers, il en faudra… si nous voulons laisser à nos filles un monde où elles pourront vivre leur sexualité comme bon leur semble, où elles ne risqueront pas un viol au coin des rues ou dans un appartement de bourgeois, où elles pourront boire une bière post-manif sans se faire ridiculiser bêtement par un gros blanc en costume !

Sigrid

Brèves de combat

Inégalités au travail

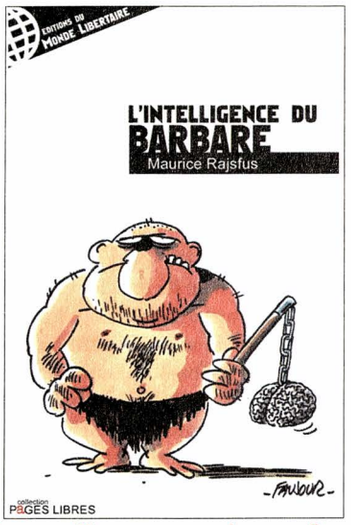
Près d'une femme active sur trois travaille à temps partiel, contre un homme sur vingt seulement. Et du nord au sud de l'Europe, aucune autre forme d'emploi n'est à ce point sexuée, selon un rapport du Conseil économique et social. Contrairement aux idées reçues, le temps partiel est rarement un choix. En France, un emploi à temps partiel sur trois est déclaré involontaire contre un sur six pour l'Union européenne. « Debout, femmes esclaves et brisez vos entraves » !

Répression

Une manifestante, dont le « crime » était d'avoir peint quelques tags rue du Taur, « Rien ne sert de courir, il faut jouir à point ! », durant une manif féministe nocturne à Toulouse, a été violemment plaquée au sol au cœur de la foule, la tête écrasée par le pied d'un policier de la brigade anticriminalité (BAC, police d'État). Plusieurs femmes qui tentaient de dialoguer et leur demandaient d'arrêter cette violence ont été blessées par ces policiers visiblement inaptes au dialogue et qui donnaient l'impression de manquer de la plus élémentaire maîtrise d'eux-mêmes.

Flashball

Dans son rapport sur l'utilisation de flashballs par des policiers qui avaient grièvement blessé un jeune homme à l'œil lors de heurts à Montreuil (93) en juillet dernier, la Commission nationale de déontologie et de sécurité (CNDS) met en cause les forces de l'ordre et critique plus généralement l'utilisation de cette arme. La CNDS conclut, au bout de six mois, à une série de dysfonctionnements, à des « négligences » et des « manquements professionnels graves » dans cette affaire. Elle demande, notamment, des sanctions disciplinaires contre le lieutenant qui avait supervisé les opérations et contre l'agent soupçonné d'être l'auteur du tir qui a blessé Joachim Gatti. Un policier qui est, à ce jour, le seul à avoir été mis en examen dans cette affaire instruite par le parquet de Bobigny. Les autres courent encore…



Vidéosurveillance en novlangue ?

Selon un sondage, 82 % des Français approuvent l'installation de caméras dans les transports en commun et 63 % sont pour la vidéosurveillance dans la rue. Il y a peut-être eu une coquille, ces chiffres ne sont-ils pas plutôt issus du lobbying des fabricants de caméras ?

Délit de solidarité à Toulouse

Le 24 novembre 2009, le procureur de la République du tribunal de grande instance de Toulouse a notifié à José Chidlovski, militant de la section de Toulouse de la Ligue des droits de l'Homme et du RESF, placé en garde à vue le 5 octobre 2009 pour « délit de solidarité » avec des étrangers sans papiers, qu'il avait décidé de ne pas donner de suite à cette affaire et de classer celle-ci sans suite « compte tenu des circonstances ». José Chidlovski avait clairement et publiquement affirmé, au sortir de sa garde à vue et devant les caméras de télévision, son choix de venir en aide aux étrangers en situation irrégulière chaque fois que l'humanité le lui commanderait. Bravo ! Un exemple à suivre…

Attaques fachos à Lyon

Trois attaques de fachos (au moins) ont eu lieu en une semaine à Lyon. Un militant attaqué à coup de battes par quatre fafs devant le squat « Le grand lyeu ». Le petit frère d'un étudiant sympathisant de la FA a été attaqué par plus de dix fafs dans le Vieux Lyon, avec ecchymoses et menaces de mort s'ils le revoient dans le quartier. Trois militants de la CNT, le même jour, ont été attaqués à la sortie d'un restaurant du quartier Saint-Jean. Six attaques de fachos qui ont été répertoriées sur Lyon ces deux dernières semaines. De plus en plus de militants ont peur, voire évitent complètement certains quartiers le samedi soir. Riposte !

Parents d'élèves du 9-3 en colère !

Cinquante « recours en indemnisation » ont été envoyés par des parents d'élèves de Pantin (Seine-Saint-Denis) pour protester contre le non-remplacement des enseignants sur la commune. Les propositions de Luc Chatel – étudiants et retraités en lieu et place de profs – agacent !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

Schtroumpf Farceur chez les Bisounours

ou comment N. Sarkozy est allé tâter le goujon en Suisse (suivi de près par une barbouze libertaire)

Vogalène Tiorfan

Un militant anarchiste est à Davos ce que l'anus artificiel de Jean-Paul II est à la langoustine : une incongruité. C'est donc bardé d'une armure de circonspection et d'un sang-froid de boa constrictor que j'ai pu m'introduire au World Economic Forum – il faut ici impérativement manier la langue délicieuse des maîtres impérialistes pour pouvoir s'exprimer ; n'usant que très moyennement du sabir managérial de Bill Gates, je me suis forcé à avoir constamment la bouche pleine de petits fours au caviar achetés à prix d'or chez Petrossian pour ne pas parler ni risquer d'éventer ma couverture de taupe de la cinquième colonne kropotkinienne. Ne m'étant pas fait flinguer par les vigiles pourtant acariâtres, vous vous serez donc rendu compte que le machiavélique stratagème a réussi. Le sacrifice de mes entrailles était à ce prix.

J'ai donc pris le risque démentiel de m'inviter à la garden-party des maîtres du monde. Pour cela, ne figurant sur aucune base de données m'octroyant le sésame obligatoire, et incapable de payer le billet d'entrée sans m'endetter pour les trente prochaines années auprès d'une banque occidentale renflouée par l'État, j'ai dû ruser, relire Sun Tzu et me greffer à une délégation africaine – dont je tairai le nom pour des raisons de sécurité – déguisée en colonel d'opérette de l'armée française (ça impressionne encore certains potentats et dictateurs). En hurlant très fort sur les subordonnés et en tâtant les culs des servantes, j'ai tout de suite fait illusion. Corruption aidant, le voyage ne m'a coûté que les « œuvres » complètes de ce dindon de Michel Onfray dénichées juste avant d'être envoyées au pilon, ainsi qu'une caisse de mauvais cidre industriel. Ni d'une ni de deux, nous voici en route pour la Suisse !

Là-bas, j'ai abandonné l'uniforme étincelant, trop voyant, pour me muer en parfait petit soldat du capitalisme triomphant : c'est donc déguisé en cotation de la Bourse – et en poussant de temps à autre quelques gloussements de satisfaction bouffie pour faire plus réaliste – que j'ai pu poursuivre mon extraordinaire aventure parmi la crème des élites du gratin du globe.

Reconnaissons-le d'emblée : le point fort de tout cela, c'est que c'est très bien organisé. Il faut dire qu'on est ici entre gens de bonne compagnie, aimables, courtois, infatués d'eux-mêmes, majoritairement des hommes mûrs et replets qui savent bien que malgré la guerre de tous contre tous, l'hostilité féroce des crocodiles pour le partage du marigot, sociétés contre multinationales, OPA hostiles contre exigences d'actionnaires goinfres mais perpétuellement affamés, tout le monde a un intérêt commun non dit, mais qui se devine malgré tout à la manière d'enfourner sauvagement les macarons, comme une brusque et imprévisible dépressurisation carnassière de la bouche : à ce que la réunion de l'année prochaine se passe aussi bien que celle-ci. Et pour ce miracle chaque fois renouvelé depuis quarante et un ans, que faut-il ? Que tout change pour que rien ne change. Ou peut-être est-ce l'inverse ? Peu importe.

Wall Street, la City et consorts, après avoir viré socialistes, suite à la recapitalisation (nationalisation partielle ou totale) des banques et au plan de 2 000 milliards de dollars d'aide sous les applaudissements de marées de néolibéraux brandissant tout joyeux *Le Capital* ornés de foulards rouges, ont repris leurs bonnes vieilles habitudes, les chemins balisés de la déontologie miltonfriedmanienne, vers toujours plus de prospérité individuelle des plus nantis. Autant dire une révolution. On aurait pu s'attendre à contempler des mines tristes comme des jours sans bonus, des visages hâves d'avoir dû renoncer, sous la pression de la rue haineuse, à de faramineux parachutes dorés, mais pas du tout : tout respire ici la joie d'exister et la morgue d'être puissant. Muni du *Who's Who* dernière édition, je tâche de retrouver parmi les milliers d'incorruptibles présents quelques personnalités connues du grand public. Et la moisson est fructueuse comme vous l'imaginez. Il y a là des bataillons de Chinois en col Mao, en train de chanter *l'Hymne du Yuan* ; Rupert Murdoch, qui a quelque mot gentil pour ses salariés venus l'interviewer ; Jeff Koons, qui présente tout frétillant à François Pinault la dernière création de son usine à bonheur, une pièce de boucherie peinte en or qui hurle des insanités – en anglais – dès qu'on la touche ; Ratan Tata l'Indien, qui lutte contre le réchauffement climatique en inventant la voiture la moins chère du monde ; Angela Merkel, un peu boudinée dans son costume ; Nicolas Hulot venu en hélicoptère présenter son déodorant Ushuaïa pour sauver les Indiens d'Amazonie ; et bien d'autres… Un incident toutefois : Alain Minc s'est jeté aux pieds de son idole Berlusconi pour lui

lécher les mocassins, mais s'est retrouvé empoigné solidement par les gardes du corps : on l'a confondu avec l'entarteur belge.

Bref, il s'agit de faire illusion, le temps d'une semaine, auprès des contribuables au chômage qui liront les pages des journaux qui mentent à longueur de colonnes. Rassurons-nous cependant, la cour des Miracles habillée par Chanel et Vuitton s'occupe surtout présentement de jouir de la prospérité après la « douche écossaise » de la Crise (toujours avec un c majuscule) de 2008, ces milliers de « partenaires » qu'il a fallu jeter à la rue la larme à l'œil pour sauver les villas fraîchement construites, tout en échangeant des textos – en anglais – sur les poitrines plantureuses des hôtesses d'accueil engagées pour animer les récréations qui ponctuent des discours tous également barbants.

En parlant de discours, c'est bien pour cela que je suis venu : écouter la causerie inaugurale de Sarkozy. Il arrive d'ailleurs, très à l'aise (il est ici chez lui), avec un exemplaire du disque de son épouse. Je prends place entre une banquière trop digne et trop fardée pour être vraie et un Japonais accro à son téléphone portable. Voici donc quelques extraits marquants de cette allocution que les médias qui mentent ne vous rapporteront pas.

Après de longues digressions crypto-gauchistes sur la situation qui va mal (comment qu'c'est-y possib'qu'on en soit arrivé là, mes bonnes gens ?!), le Christian Clavier de la politique est touché par la grâce : *Nous sommes responsables du monde que nous allons laisser à nos enfants* *. Dame, on frôle l'hérésie. Ma voisine se cure le nez de monotonie. *Si nous ne changions pas, nous serions irresponsables.* Je crois défaillir. La banquière sue des tempes et le Nippon lève la tête de son écran. *C'est notre vision du monde qu'il faut donc corriger. Il n'y a pas de prospérité sans un système financier efficace, sans libre circulation* [*libre circulation* répétée une fois] *des personnes et des marchandises, sans la concurrence* [le poignet, ferme, est brandi] *qui remet en cause les rentes de situation.* Mon voisin, rasséréné, retourne à ses jeux. *Comment remettre l'économie au service de l'homme ?* Là, ma voisine pousse un gloussement de rire. *L'anticapitalisme est une impasse pire encore* [que le capitalisme financier, le vilain, qui nous a mis là]. Et voici ce que tous attendent : *Il n'y a aucun système autre que l'économie de marché. Mais nous sauverons l'économie et le capitalisme de marché en le refondant, oserai-je le mot* [sic !], *en le moralisant.* La bombe est lâchée, l'atmosphère, jusqu'ici tendue comme une corde de pendu aristocrate, se relâche, des pets d'extase se font entendre ici et là. *Allez, et si nous nous dotions d'une morale commune ?* La morale ? Cette domesticité clamait depuis des années que le marché triomphait de tout, y compris de l'histoire, finie et bornée, que les règles minimales étaient fascistoïdes et contraires à la main invisible, et que toute voix discordante ne pouvait être que celle d'un païen arc-bouté sur ses « acquis » ou d'un aliéné étanche aux dogmes thatchériens. Entre cet âge d'or et maintenant, que s'est-il passé ? Quelque 25 000 milliards de dollars se sont évaporés, des millions de travailleurs, déjà précarisés, ont perdu leur emploi, souvent leur maison, et les joyeux drilles à l'origine de cette nouba obscène se retrouvent peinards ensemble à siroter du Veuve Clicquot. *Mais que celui qui crée des emplois, que celui qui crée des richesses puisse gagner beaucoup d'argent, c'est normal, ça n'a rien de choquant, et nous devons en faire la pédagogie.* Pédagogie auprès des peuples imbéciles qui ne comprennent pas que les gagnants capitalistes (banquiers, industriels, hommes d'affaires, traders, mafieux, journalistes propagandistes...), enrichis par le système, gagnent encore en quémandant l'aumône auprès des États – c'est-à-dire auprès des gagnants politiques, qui la leur ont gracieusement accordée. Tiens ! tous ces gagnants se retrouvent justement dans cette agréable station de sports d'hiver. Coïncidence ? Sans doute pas, puisque Sarkozy dorlote son auditoire à coups de *Mes chers amis* [deux fois] et de *Les valeurs de l'économie de marché que nous défendons tous ensemble.* Comprenne qui voudra. En tout cas, la salle, parcourue de frissons orgasmiques, a bien compris. Le capitalisme est un *système qui a fait ses preuves.* [...] *Sans le G20, il n'aurait pas été possible de réglementer les bonus, de venir à bout des paradis fiscaux, de changer les règles comptables.* La salle est proche de l'émeute. Puis, une sarkozynite (comprenez une fanfaronnade) : *Nous avons besoin d'un nouveau Bretton Woods.* Ça ne mange pas de prime. Il finit par s'adresser ainsi aux milliers de Chinois refoulés vers leurs campagnes : *La citoyenneté s'est ressourcée dans l'épreuve de la crise.*

À la suite de cela, une seule certitude : après le prix Nobel de la paix 2009 attribué à Obama pour sa politique humaniste en Afghanistan, Sarkozy est pressenti pour le prix Nobel d'économie en 2010. V. T.

*. Les citations en italiques sont rigoureusement exactes. Voir le discours sur le site publicsenat.fr

À la petite semaine

Les non-dits de la rafle

Parmi les décisions qui furent prises lors de ses travaux, le concile œcuménique du Latran, en 1215, préoccupé par ce qu'il appelait « la perfidie des juifs », obligea ces derniers à porter un signe distinctif de couleur jaune, la rouelle, et leur interdit d'exercer certaines fonctions. Cinquante ans plus tard, le bon Saint-Louis, chrétien accompli, obligea tout juif, dès l'âge de 14 ans, à porter deux de ces signes, l'un dans le dos, l'autre sur la poitrine.

Rien n'étant plus beau que la tradition et la fidélité aux principes premiers de sa foi, le maréchal et très catholique Philippe Pétain se souviendra de ces mesures charitables au moment de promulguer le statut des juifs et l'ordonnance sur le port de l'étoile jaune. Pareillement, c'est dans cet attachement émouvant aux us et coutumes de son Église que l'évêque Caillot, de Grenoble, dans son homélie pascale de 1941, dénonçait « cette autre puissance non moins néfaste des métèques, dont les juifs offrent le spécimen le plus marqué ». Ce qui amenait logiquement Mgr Delay, évêque de Marseille, à déclarer, début 1942, comme l'avait fait auparavant le cardinal Gerlier, à Lyon, que « notre pays a le droit de prendre toutes mesures utiles pour se défendre contre ceux qui lui ont fait tant de mal ».

Survint la rafle du Vel'd'Hiv, « mesure utile » s'il en fut pour ceux qui, dans *La Croix*, avaient salué avec enthousiasme la politique de collaboration. Mais un autre événement, très rarement mentionné, a lieu à Paris au moment même où se déroule la fameuse rafle : l'assemblée annuelle des cardinaux et évêques de France. Il faudra huit jours à ces professionnels de la compassion pour remettre à Pétain une résolution insipide, si timide que le nonce apostolique lui-même la qualifiera de « protestation platonique ».

Quant aux « protestations véhémentes » et... tardives, la palme en revient à *L'Humanité*, organe clandestin du Parti communiste, qui, un mois après la rafle, dans un bref commentaire et avec des regrets plein la plume, laissait entendre avec une belle... humanité... qu'elle avait épargné « les juifs millionnaires »...

Floréal

La question des retraites

John Rackham

Après avoir imposé, non sans douleurs, la durée de cotisation des travailleurs du secteur privé en 1993 (qui était passée de 37,5 à 40 annuités), la droite s'était pété les dents sur les grèves de 1995, lorsqu'elle avait tenté d'aligner la durée des cotisations de retraites dans le secteur public. Elle n'y était parvenue qu'en 2003, après un passage aux forceps, à grands coups de « les fonctionnaires sont des privilégiés c'est pas juste ». Pour augmenter la durée de cotisations plus avant, il fallait démolir le verrou des régimes dits « spéciaux ». Ce fut chose faite en 2007, à grands coups là encore de « les cheminots c'est que des privilégiés fainéants c'est pas juste ».

L'État suit son plan de vol et annonce donc aujourd'hui, comme prévu, le passage à la vitesse supérieure, en proposant l'allongement des durées de cotisations. À 62, voire 63 ans d'abord – histoire de se mettre en bouche, certains députés ne cachant déjà plus leurs fantasmes d'aller plus loin.

L'argument-ritournelle qu'ils nous servent est le suivant : « Les Français sont intelligents et responsables, ils comprennent bien que puisque nous vivons plus longtemps qu'autrefois, la part des retraités dans la population globale augmente ; et que, par conséquent, ce qui est produit par les actifs ne suffit plus à verser des allocations de retraite suffisantes. Il faudra donc travailler plus longtemps, jusqu'à 62, voire 63 ans (et ce n'est sans doute qu'une mise en bouche) ». Le mot tourne en boucle : c'est « mathématique ». Ma-thé-ma-tique, on vous dit ! Inéluctable.

Tout aussi inéluctable, le positionnement du PS, qui au nom du refus de « l'immobilisme » n'en finit plus de relayer le discours capitaliste en mode vaseline. Le PS donc, évoque la possibilité d'un allongement de la durée des cotisations, par la voix de Martine Aubry. Oui, la même qui, lorsqu'elle était ministre au pouvoir, avait offert au patronat, contre 35 heures (qui n'existeraient jamais dans les faits), la flexibilité, l'annualisation, la régression des salaires, l'accroissement de la productivité, sans compter les défiscalisations et les subventions à coups de milliards. En remettant ensuite, dans les faits, la durée hebdomadaire du temps de travail, le Medef (qui pleure sur les 35 heures, mais avait pourtant signé ces accords à juteuses contreparties, rappelons-le) a depuis obtenu le beurre… et l'argent du beurre : réaugmenter le temps de travail en défiscalisant les heures supplémentaires.

Pour le PS, foin d'immobilisme, reculons donc à toute vitesse sur un siècle d'acquis de luttes sociales ! C'est ça la modernité, c'est ça le réformisme par étapes.

Quant au jaune Chérèque de la CFDT, il se montre, sans surprise, favorable au dégoûtant projet, à condition bien sûr d'être invité au préalable à la table des affameurs, pour en discuter paisiblement (vous reprendrez bien une louche de caviar ?). Point besoin d'être Cassandre pour deviner la future posture des autres compères à coupe au bol des syndicats

C'est bien connu, les vieux ne savent décidément pas s'adapter (ils sont d'un autre temps).

cogestionnaires, rompus au spectacle de la râle ponctuelle, au contrôle et à la démobilisation des bases… 2010 sera, à n'en pas douter, jonchée de nouvelles journées « pète un coup ça ira mieux », en mode chenilles processionnaires, accordées avec la régularité d'une soupape de décompression par ces assassins des mouvements sociaux.

Tout contribue à convaincre le prolo d'un « consensus » chez tous les experts, politiques, économiques, syndicaux… Ces experts qui, rassurants, affirment vouloir sauver, comme Sarkozy lui-même le jure, le système par répartition. Parisot, du Medef, ne cache pas son bonheur un peu hébété d'assister à la reprise en écho de ses fantasmes inavouables par toute la caste des politocards.

Il est pourtant un fait têtu : partout où elle a été mise en place, l'augmentation de la durée légale de cotisations nécessaire à l'obtention d'allocations à taux plein n'a pas augmenté la durée de travail réel, encore moins le montant des cotisations.

Bien au contraire, évidemment : elle n'a conduit qu'à réduire de fait… le montant des allocations de retraites, plongeant un peu plus nos seniors dans la même misère que nos jeunes. À l'exception qu'ils n'ont plus l'énergie ni la volonté d'accepter les propositions faites par Police Emploi de récurer les chiottes

chez McDo. C'est bien connu, les vieux ne savent décidément pas s'adapter (ils sont d'un autre temps).

D'une part, parce que les travailleurs les plus âgés sont épuisés par une cadence inhumaine et des pressions managériales plus ou moins brutales, et n'ont souvent pas d'autre choix que de s'arrêter – quand ils le peuvent.

Faut-il rappeler que la France est, loin devant les autres géants de l'OCDE, y compris États-Unis, Royaume-Uni et même l'Allemagne, le pays développé ayant la plus forte productivité horaire – juste après la Norvège ? La France n'est pas un pays de « fainéants » – rappelons au passage qu'on y travaille même en moyenne (malgré les 35 heures !) chaque semaine plus longtemps que dans l'Union européenne et la plupart des pays dits développés (38 heures environ). Par contre, la France est l'un des plus gros consommateurs d'antidépresseurs... Ah ces Français, toujours à râler, toujours à se plaindre.

D'autre part, parce que les personnes âgées, souvent plus coûteuses en termes de salaires, sont de plus en plus inactives, de fait. Ils sont les premiers à être victimes de charrettes de licenciements. Le chômage des seniors ne cesse d'augmenter, il explose avec la crise actuelle. Dans le cadre d'une flexibilité accrue et de la multiplication des licenciements, nos vieux ne retrouvent pas de travail. Ce qui a contribué à faire s'affaisser les allocations retraites de vingt points, de 78 à 58 %.

Décryptons un peu le sens de tout ce discours sur la prétendue nécessité d'augmenter le temps de travail. C'est vrai quoi, nous on croyait que les gains immenses de productivité, réalisés par les progrès technologiques et par la sueur de nos fronts et nos *nervous breakdowns*, devaient servir plutôt à bosser moins longtemps, dans une société logique.

Si l'on veut vraiment être « mathématique », constatons qu'il existe en réalité trois leviers pour permettre de maintenir le système par répartition : (i) abaisser le niveau des retraites : ça, c'est déjà fait – alléluia, merci aux gouvernements ; (ii) allonger la durée des cotisations... mais pourquoi prôner une mesure qui fait chier tout le monde, alors qu'elle ne contribue pas à maintenir le montant des allocations de retraites !? Parce que les patrons, et leurs sbires merdiatico-politiques, et leurs complices spécialistes de la gestion de la contestation veulent taire le dernier et le plus évident des trois leviers : (iii) l'augmentation des cotisations sociales.

J'entends déjà le contribuable grincer des dents ! Qu'il se renseigne : qui verse ces cotisations ? Tiens, tiens : les cotisations ont encore le fâcheux défaut d'être en partie financées par le patronat, et même plus que par le salariat.

Ce levier consisterait à prélever sur le capital une partie du financement des retraites. Contrairement aux autres leviers, celui-ci taxerait le capital au lieu du seul travail. Une broutille serait nécessaire pour revenir à 37,5 annuités pour tout le monde, même pas 0,35 % du PIB annuel.

Mais que voulez-vous, plus c'est gros plus ça bouffe.

Il est un autre enjeu crucial, pour le capital : la question de la privatisation du système de retraites. En faisant le jeu de retraites de misère, il s'agit de pousser tous les travailleurs capables de mettre quelques maigres noisettes de côté, à les investir dans des fonds privés. Cet énorme gâteau des retraites fait baver les capitalistes, en quête de défrichements de nouveaux terrains d'investissement. Ainsi, on se fait manger les fruits de notre travail par le capital sur notre dos, et l'on devrait en plus refiler les miettes qui tombent, que le patron nous concède, au financement hypothétique de nos vieux jours !

Il s'agit ni plus ni moins, à terme, de convertir le système par répartition en système basé sur les fonds de pension privés.

Or ces fonds de pension peuvent se casser la gueule (comme aux États-Unis) et faire perdre à leurs « cotisants », à l'aube de la retraite, tout le fruit d'années de privations et d'économies. Or, aussi, par principe, ces fonds de spéculation privés sont du vol, car une grande partie de ce qui est investi va au capital financier et ne retourne pas aux cotisants. Or, enfin, ces fonds de pension ne rémunèrent pas leurs bénéficiaires par le montant total de ce qui est versé, mais par la spéculation financière, avec une course effrénée aux rendements les plus potentiellement juteux au casino de la bourse, mais aussi les moins sûrs. Les fonds de pension sont eux aussi à l'origine de la crise économique actuelle, car ils sont en partie responsables de la financiarisation structurelle de l'économie, du massacre de l'économie utile et de l'appauvrissement généralisé du monde du travail.

C'est de cette taxation dont ne veulent ni le Medef, ni la droite, ni la « gôche », tous au service du capital. Eux qui ont, tour à tour (y compris et même surtout sous la « gôche », sous Mitterrand puis sous Jospin, recordman des défiscalisations aux entreprises), œuvré à démolir le fondement du système par répartition, veulent aussi en finir avec la taxation du capital.

Or, à tous ces chantres du maintien du système par répartition, rappelons un fait historique. Après la Seconde Guerre mondiale, du fait du poids essentiel du PCF dans le CNR (Conseil national de la Résistance), le système par répartition a été mis en place dans un contexte de crainte du patronat d'un basculement dans le communisme, avec des mouvements de grèves très radicaux.

En échange de la paix sociale et de la cessation des mouvements de grèves, le patronat s'engageait à reverser une partie conséquente de son profit prélevé sur les travailleurs dans le financement de la Sécurité sociale (retraites, maladies, chômage). Pour asseoir la légitimité du système basé sur l'exploitation, le profit et le capital, la gauche molle, la gauche stalinienne et de Gaulle le taxaient... en partie. Au début, ça a marché, car la consommation était favorisée par cette taxation de principe. Ce furent les Trente glorieuses.

Mais, en ne remettant pas en cause le fondement même du capitalisme, en laissant au capital l'entièreté de la décision économique et donc la décision politique, la concentration du capital au détriment de la rémunération du travail (qui est la nature même du capitalisme) était inéluctable. Pour cela, il fallait évidemment la complicité des pouvoirs. Complicité peu difficile à obtenir puisque de fait, la décision sur la production revenait toujours *in fine* au capital.

Cette participation des patrons exploiteurs à la solidarité avec les malades qu'ils fabriquaient, avec les chômeurs qu'ils fabriquaient, avec les retraités auxquels ils avaient volé la vie, était la moindre des choses, même pour un réformiste..., mais c'était trop cher payé pour laisser aux patrons le droit de continuer à accaparer les richesses, les moyens de production, d'échange et de distribution, la décision d'embaucher ou de licencier la masse des salariés exploités, produire des merdes inutiles et toxiques, condamner l'humanité au travail aliéné. Trop cher payé !

Nous, anarchistes, n'avons aucune illusion sur la gauche, de quelque nez rouge qu'elle se pare.

Le PCF a porté une grande responsabilité dans ce réformisme institutionnel, au sein d'un contexte de « réconciliation nationale ». En elle-même, la Sécurité sociale, si elle était alors une amélioration évidente des conditions de vie des travailleurs, contribuait de par sa nature même à engendrer une pérennité radicale du capitalisme (sans même parler de ce qu'elle est devenue pour la branche maladie – une vache à lait pour les lobbys pharmaceutiques).

Car cette illusion de possibilité de « solidarité patronale » au bien-être social a bien entendu volé en éclats, par vagues successives de défiscalisations, de niches fiscales, de dérégulations du travail, sans parler de détournements massifs de fonds publics par la voie de subventions au capital (essentiellement consacrées aux très grandes entreprises, vieilles amies des gouvernants de tous bords).

Nous, anarchistes, n'avons aucune illusion sur la gauche, de quelque nez rouge qu'elle se pare. Lorsque le capital est trop menacé, la gauche intervient pour étatiser la répartition capital-travail et pérenniser le capitalisme, éventuellement même taxer le capital pour mieux le relancer par la consommation, de façon suffisante. Le keynésianisme est une carte du jeu capitaliste, au sens où il permet de sauver le pouvoir capital en lui maintenant le droit de la décision économique et donc poli-

tique. La gauche pérennise le capital en ne réclamant que quelques cacahuètes salariales (vite compensées par l'inflation).

Par ailleurs, tous les acquis sociaux ne se sont jamais obtenus que par des mouvements sociaux révolutionnaires, qui menaçaient d'abattre le capital. Jamais par des revendications partielles. C'est le couteau sous la gorge que les patrons ont lâché beaucoup, jamais quand on le leur demandait ou qu'on discutait de les taxer ! Historiquement, augmentations de salaire et concessions patronales

« Si vous nous taxez, nous partirons à l'étranger. »

significatives ne se sont jamais obtenues que par des mouvements radicaux de grèves dures et illimitées. Mouvements menaçant les appareils économiques, étatiques et syndicaux (1936, 1968...), qui ont toujours tout fait pour les étouffer.

L'extrême gauche nous dit qu'il suffirait de revenir à ce système d'après-guerre, en termes de répartition des coûts, pour que la Sécurité sociale soit excédentaire de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Elle dit « Taxons les patrons ».

Elle oublie que, dès qu'il est question de revenir à une plus grande taxation du capital, le Medef et ses sbires « libéraux » hurlent à la mort, appelant au chantage à la délocalisation. Alors même que c'est le capital qui a créé le jeu des différences de règlements étatiques à travers la planète. Le message est clair : « Si vous nous taxez, nous partirons à l'étranger. » Le Medef – dont les adhérents contribuent à la misère mondiale et à l'exploitation croissante des pauvres par leur mise en concurrence à l'échelle du monde – ne nous fait ni plus ni moins que du chantage odieux par cet argument puant d'hypocrisie.

Le pire est qu'ils ont raison, parce qu'ils détiennent toutes les cartes de la décision économique et politique, que nous leur laissons en consentant à leur domination, par le vote politique, le vote syndical, en élisant des représentants qui ne peuvent qu'avaliser le principe de base : la propriété capitaliste est sacrée. Quelle que soit la couleur des représentants !

Nous, anarchistes, avons un véritable discours rationnel et « mathématique » ; nous savons ce que cache la volonté de faire travailler toujours plus, jusqu'à en crever, les travailleurs : c'est l'accumulation capitaliste, source de mort. Nous savons que l'augmentation des cotisations n'est pas souhaitée parce que le patronat refuse toute forme de taxation de son vol légal du fruit du travail des gens. Mais nous savons aussi qu'il nous faut aller plus loin que taxer le capital.

Pour sauver les retraites, il faut d'une part que les retraités ne soient pas coupés du mouvement social. Les retraités sont des travailleurs eux aussi exploités, qui devraient avoir

toute leur place dans les mouvements syndicaux. Mais il faut aussi comprendre que, sans en finir avec le capital, ces questions reviendront sempiternellement. Nous ne ferons pas

Mais nous savons aussi qu'il nous faut aller plus loin que taxer le capital.

l'économie d'abattre le capitalisme !

Et cela, cela signifie de cesser de faire ce que font les partis de gauche et de gauche extrême, à savoir réclamer de taxer le capital. Cela signifie de cesser de nous contenter de réclamer de meilleurs salaires.

Cela signifie occuper nos lieux de travail, fédérer nos luttes, et décider ici et maintenant de ce que nous produisons et de comment nous voulons vivre ensemble. Cela signifie redevenir les maîtres des fruits de nos activités, libérées de la contrainte et de l'aliénation intrinsèques du profit capitaliste !

Cela signifie d'en finir avec le discours aberrant du pouvoir et des exploiteurs, qui nous disent que nous sommes incapables de rien comprendre à nos affaires quotidiennes et à la gestion par nous-mêmes de nos activités ! Cela suppose d'exproprier les accapareurs des ressources énergétiques, des moyens de production, de distribution et d'échange ! Cette réappropriation indispensable de la décision économique suppose de ne rien concéder au système politique, représentatif et délégatif, fondé sur l'aliénation du pouvoir.

Ce n'est pas une utopie, c'est l'anarchie, moyen incontournable, et seul réaliste, d'en finir avec l'exploitation, la misère, la souffrance, l'exclusion, l'infantilisation et le contrôle de la société tout entière.

Nous nous préparons, par mille et une actions directes, par mille et une alternatives de vie, par mille et une fédérations de nos autonomies.

Créons nos propres vies, créons la société que nous voulons, sans plus rien attendre de ceux qui veulent nous les voler.

Réapproprions-nous nos vies, nos décisions, nos activités. L'anarchie vaincra. J. R.

Le cantique de la résignation joyeuse

Johann Hénocque

Chers camarades de lutte, nous serions-nous tellement assoupis pour laisser imprégner nos articles de la propagande de la réaction ? Aurions-nous finalement cédé à la dictature de l'immédiat pour oublier les leçons du passé ? Aurions-nous perdu notre véritable âme anarchiste pour conduire nos combats sur les traces de l'individualisme ou du renoncement au vrai combat ? Nous serions-nous donc laissés enfermer dans des cercueils ne convenant ni aux morts ni aux vivants ?

De l'alternative au capitalisme qui aurait dû illuminer notre nouvelle année de lutte (numéro spécial des lecteurs de décembre du *Monde libertaire*), ne subsiste plus au mieux qu'un renoncement à la société anarchiste pour un lendemain proche. Solutions alternatives locales et parallèles dans un monde capitaliste néolibéral, formulation absolutiste du caractère capitaliste de toute société humaine, responsabilité personnelle de l'individu dans la situation actuelle… Ô certes, je ne confonds pas les tentatives de collectifs s'essayant aux futures possibilités d'organisation de notre société de demain avec les dérives idéologiques de penseurs perdus. Mais le métronome des dominants continue de battre le tempo trop rapidement pour nous permettre de commettre à nouveau les erreurs du passé.

La tentation de Robinson Crusoé

Qui n'a pas aspiré à vivre ses convictions en pleine harmonie avec la vie de tous les jours ? Qui ne s'est pas ainsi senti pleinement anarchiste en vivant en coopérative, en créant les alternatives locales à la vie organisée par l'État et les dominants ? Cette tentation nous habite tous, mais l'analyse de l'histoire nous démontre l'impossibilité, voire le danger de se tenir à cette simple alternative tant que l'ordre social actuel n'aura pas été totalement abattu. Ce que Michel Onfray appelle *le principe de Gulliver* (revendiqué par le philosophe pour des motifs beaucoup plus critiquables – comme nous le verrons par la suite) se traduit en réalité en *syndrome de Robinson Crusoé*, où chacun peut vivre en autonomie au milieu d'un océan d'oppression et d'exploitation, cherchant à élever son petit sauvage aux principes de l'anarchie expurgée. Plus d'attente d'un grand soir hypothétique, mais la réalisation concrète et partagée par quelques-un(e)s des ferments de la société du futur.

Pendant ce temps, la domination et l'oppression continuent son broyage d'hommes et de femmes – uniquement ralenties par le combat collectif. Les ouvriers de Continental, pourtant jetés devant les tribunaux, continuent de porter haut et fort la fierté prolétaire, les Grecs descendent dans la rue pour détruire un État corrompu et violent, les usines tentent de fermer les unes après les autres malgré les luttes d'un prolétariat qui a renoué avec la lutte concrète des classes et l'internationale (Flamands, Wallons, Allemands, Français ensemble contre le patronat en dépit des pseudo-rivalités nationales attisées par les pouvoirs et les médias). Autant de barricades en sourdine médiatique. Camarades, n'avons-nous pas oublié quelque chose en cours de route ?

Car si le système coopératif porte les germes de l'organisation économique de la société anarchiste que nous réclamons, il ne peut à l'heure et dans les conditions actuelles affranchir les travailleurs, ni améliorer notablement leur situation matérielle, tout en détournant du combat principal les énergies et les savoir-faire nécessaires à la réalisation de l'utopie révolutionnaire. Le capital ne craindra jamais la concurrence de toute association ouvrière pour la simple raison que ces associations réduites à leurs propres moyens ne seront jamais en état de former un capital capable de lutter contre le capital bourgeois. Malgré tous leurs efforts, elles ne seront jamais en mesure d'affranchir le travail de l'oppression de ce dernier. Pire, pour ne pas disparaître, elles seront même obligées de se faire concurrence – poussée à l'extrême et conduisant *de facto* à l'aggravation des conditions des travailleurs. Avec en prime la mise au pilori de l'idée de coopérative tuée non pas par son échec inhérent mais par les conditions extérieures incompatibles avec son éclosion même. Sans liquidation sociale, sans abolition de la propriété privée et de sa thésaurisation par l'héritage, pas d'avenir ni de liberté pour le prolétariat !

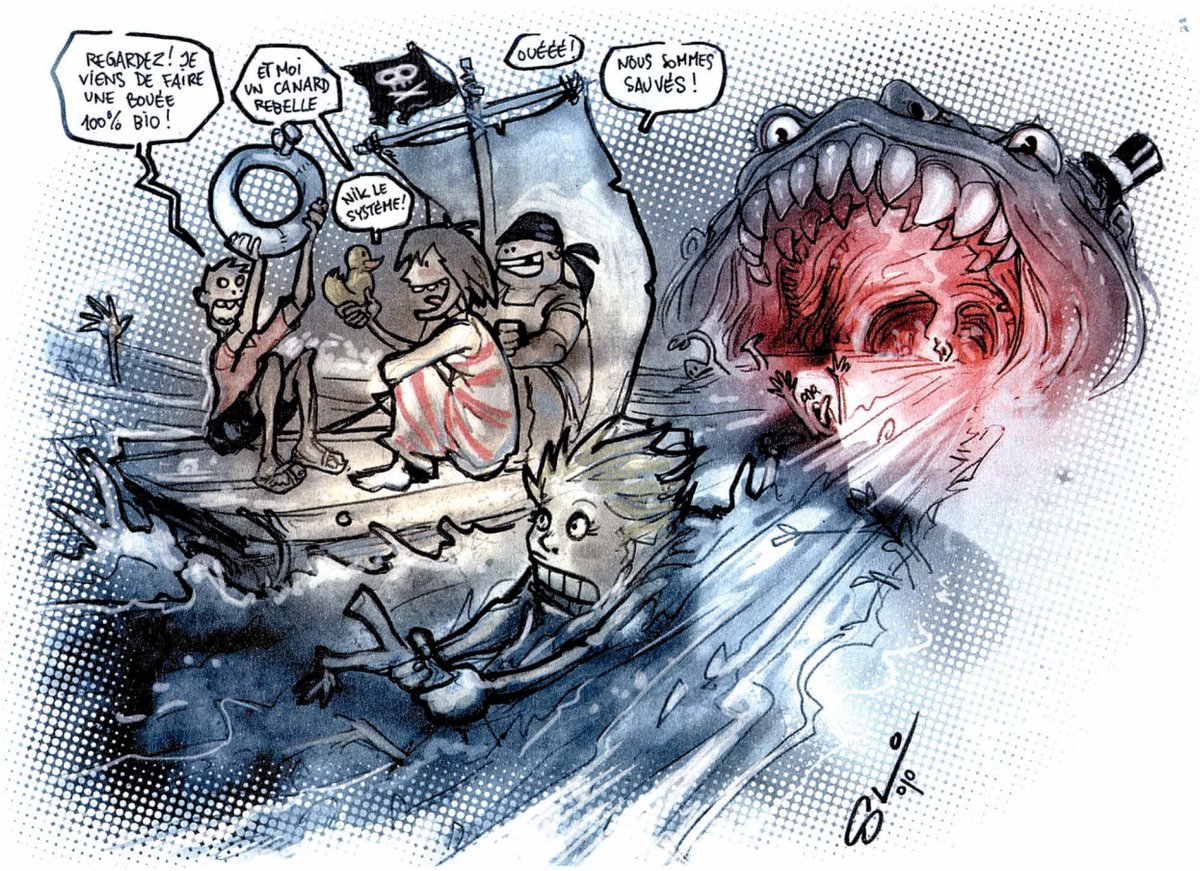
Pendant ce temps, comme le rappelait déjà Marx, dans *18 Brumaire*, « le prolétariat renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche tout au contraire à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence et, par conséquent, échoue nécessairement ». Nos anciens l'ont tenté dès 1844 et le bilan, cinquante ans plus tard, fut laconique : « Le système coopératif a complètement fait naufrage. Personne ne peut plus songer à la coopération comme moyen de salut » (Bakounine, *Théorie générale de la Révolution*). Pourquoi refaire les mêmes erreurs à l'heure d'un capitalisme évolué et en ordre de bataille mondial ?

Géant chez Lilliput

Cette erreur stratégique et tragique du choix d'une action exclusive immédiate concentrée, mais limitée de fait tant dans la portée révolutionnaire que dans la force de déstabilisation du système de domination actuel, est malheureusement applaudie et encouragée par certains intellectuels médiatisés qui y voient une alternative intéressante au vrai socialisme et aux moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. La manipulation est d'autant plus insidieuse qu'elle s'accompagne d'une réappropriation et d'une réécriture du langage, des symboles et de la pensée révolutionnaire pour les vider de leur sens et les utiliser contre le désir inhérent de l'humanité à vivre libre.

Ainsi, quand Michel Onfray proclame que le capitalisme est aussi vieux que le monde et durera autant que lui, c'est pour mieux s'autoriser un droit d'inventaire de la pensée libertaire et affirmer en final qu'un capitalisme libertaire n'est en aucun cas contradictoire, voire la solution finale de l'histoire humaine. Le tour de passe-passe est osé mais n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucune réaction, symptôme que le bombardement permanent de ces dérives sémantiques a réussi à pervertir nos capacités de réflexion et d'analyse des conséquences de tels propos.

Avant de s'interroger sur les fins, rappelons que, contrairement à ce qui est affirmé, le capitalisme ne peut se confondre avec l'escla-



vage et le servage auxquels il succède – autant par la forme sociale que par la structure même de domination et de pouvoir qui le forme : plus raffiné, plus habile mais surtout dramatiquement plus efficace en terme de richesses générées, il a inventé la notion de travail « libre » qui masque en réalité une extorsion industrialisée de la plus-value aux salariés et une dépendance par la faim des exploités aux exploiteurs.

Quant au libéralisme, il n'est qu'une forme évoluée du capitalisme – axant tout sur les « forces et lois » du marché, en fait un autre nom de la rareté (revenus limités, besoins théoriquement infinis), organisée ou subie, et dont les profits restent toujours détournés par quelques-uns. Le marché ajoute à la notion de travail l'apparence du contrat et de l'enchère, masquant de ce fait la servitude « volontaire ». Organisant la rareté, le besoin, la frustration, le libéralisme n'est qu'un catalyseur puissant du capitalisme. Dans tous les cas, le capitalisme de la révolution industrielle ou libéral repose systématiquement sur le vol sur plusieurs générations par quelques-uns des richesses créées par l'immense majorité. Comment peut-on parler en toute conscience de capitalisme libertaire ?!!! Pour Onfray, les léopards peuvent changer de peau. Pas dans notre jungle !

« Annuler le politique et imposer toute une série de fins indiscutées » (Bourdieu, *Contre-feux*), telle semble donc être la stratégie du philosophe étouffé par un hédonisme s'apparentant de plus en plus à l'idéalisation de l'individualisme et de l'égoïsme le plus violent, et en plein dilemme intellectuel entre son fond rationnel et pertinent – malheureusement en voie de disparition – et la jouissance de sa position sociale dans une société inique. Est-ce une surprise si l'homme retient volontiers Stirner parmi les penseurs libertaires, oubliant volontairement les analyses de Reclus, de Bakounine ou Kropotkine aux antipodes de ses affirmations actuelles ? L'anarchie n'est cependant pas un magasin d'idées où des consommateurs de postures viennent choisir les décorations qui moderniseront l'allure de leur pensée. L'anarchie n'est pas une idéologie, ni une pensée, elle est une et multiple, elle est la manifestation de la vie et des aspirations populaires à la liberté et à l'harmonie partagée. – le plus bel ordre du monde où chacun a sa place !

La tectonique des classes

Si la remise en question de l'ordre social ne peut être à l'ordre du jour d'un homme ayant visiblement beaucoup à perdre dans l'affaire, il n'en reste pas moins qu'il participe – involontairement ? – à la propagande permanente de l'inéluctable et du renoncement à un autre futur : hygiène mentale distribuée à longueur d'ondes, suppression de l'imaginaire, galvanisation du culte de l'individu détruisant l'individualité au profit de l'individualisme. Le monde est injuste ? Vous êtes exploités ? C'est que vous l'avez voulu ! « Soyez résolus de ne plus servir et vous voilà libres », affirme Michel Onfray. Mais sur quelle planète vit-il, bon sang ?

La situation actuelle n'est pas la conséquence de renoncements individuels, mais d'une organisation féroce et efficace de la réaction. On domine d'autant mieux que le dominé en demeure inconscient. Fondée sur la suprématie de la force à un instant de l'histoire, la domination, pour se maintenir, doit contrôler les esprits, domestiquer les cerveaux pour durer. Seul cela peut expliquer que la grande majorité continue de se faire exploiter pour et par une poignée de privilégiés. Comment un homme qui a créé l'Université populaire de Caen peut-il à ce point renoncer à ses convictions initiales ?

Je préfère donc écouter les travailleurs et les peuples, et leur conscience émerge au-delà des présupposés de certains intellectuels de Babel ; la musique qui émerge est tout autre : peu à peu, nous reconnaissons les barreaux de nos prisons, première étape nécessaire pour en faire tomber les murs. On ne manipulera jamais le peuple. Des individus oui, mais jamais le peuple. L'intelligence du prolétariat prévaudra à jamais à celle des plateaux télévision car elle est faite de chairs, de larmes, de souffrance, de rêves, d'espoir et de rires qui sauront toujours détruire les constructions factices des dominants. L'anarchie se nourrit de ces matériaux et vivra à jamais, maintenant et pour toujours.

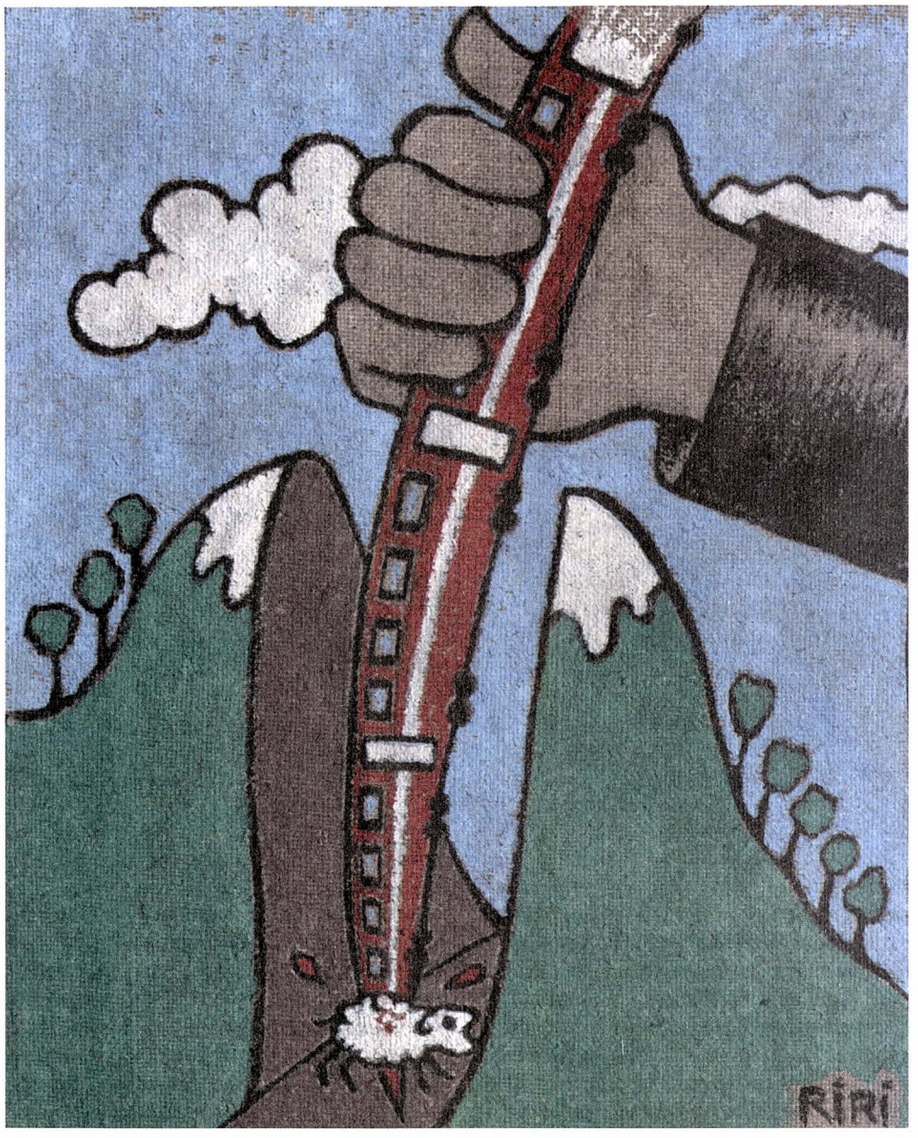
Un autre futur naît ici et maintenant – à travers les continents parmi tous les opprimés. La déflagration sera à la mesure de l'oppression subie, tel un barrage ne pouvant plus endiguer les eaux de milliers de ruisseaux trop longtemps contenus. Monsieur Onfray, vous nous parlez de microrésistances. C'est la tectonique des classes qui changera la surface du monde. Sans dieu ni maître.

Salut et fraternité !

J. H.

No-Tav

Val Susa : trois No-Tav blessés. Charges et barrages.



Mardi 16 février, autour de minuit. Cette fois-ci, il s'en faut de peu. La foreuse installée à Coldimosso di Susa, sous le passage qui enjambe l'autoroute, est interceptée par les No-Tav qui attendent depuis des heures et l'ont, de fait, presque doublée. Les coups de matraque pleuvent pour disperser les premiers arrivés. S'en suivront de longues heures d'assaut, pendant lesquelles les forces de l'ordre et les ouvriers travaillant sur la foreuse seront la cible de boules de neige et de jets d'eau, tandis que le tuyau d'arrivée d'eau sera maintes fois déplacé. Le lendemain matin, sur le site de *La Stampa online*, on pourra lire les habituelles falsifications : les boules de neige se sont transformées en cailloux, et l'eau en urine.

Mercredi 17 février, 17 heures. Les No-Tav se retrouvent au piquet d'occupation de l'autoport de Susa et décident de se promener jusqu'à l'endroit où est installée la foreuse. Pendant ce temps, à Turin, une cinquantaine de No-Tav se retrouvent à la gare de Porta Susa pour un piquet d'occupation informatif. La gare est littéralement « blindée ».

Le cortège qui était parti de l'autoport arrive aux pieds de la foreuse. Quelques boules de neige sont lancées et la police charge plusieurs fois. Des charges féroces. Ceux qui tombent sont massacrés. Un jeune homme, Simone, est frappé plusieurs fois et tombe. Les policiers s'acharnent sur lui alors qu'il est à terre. Il vomit du sang, n'arrive plus à bouger les jambes. Les policiers cassent littéralement la tête d'une femme, s'acharnent sur son visage, et une jeune fille a, elle aussi, de nombreuses blessures à la tête. Beaucoup d'autres y gagnent des bleus et des écorchures.

Un No-Tav crie aux policiers qu'ils ont fait exprès de viser Simone, ce à quoi ils répondent « Oui, celui-là, on le connaît ». Ce qui semble normal : Simone est un anarchiste, et les anarchistes gagnent facilement les faveurs des forces du désordre étatique.

Les trois blessés sont amenés à l'hôpital de Susa. La femme est opérée d'urgence, la jeune fille recousue, mais, malheureusement, le garçon qui a reçu des coups à la tête est dans un état plus grave. Il a une hémorragie cérébrale, il ne sent plus ses jambes, il vomit. Il est transféré à l'hôpital Molinette à Turin.

Le bouche à oreille des No-Tav répand rapidement la nouvelle des graves affrontements de Susa. Rendez-vous est donné à la rotonde de Chianocco. Les No-Tav bloquent les nationales 24 et 25 ainsi que l'autoroute. Sur la A32 les policiers sont conspués quand arrive la nouvelle qu'une ambulance transportant Simone à l'hôpital Molinette est sur le point d'arriver. Ils décampent en vitesse. Une colonne de policiers et de carabiniers est interceptée sur la nationale 25 et ne peut plus avancer : l'indignation au sujet de ce qui vient d'arriver est à son comble. La police tire des lacrymos avant de s'en aller. Les blocus prennent fin autour de minuit et demi.

Simone arrive au Molinette mais n'est même pas laissé tranquille. La Digos [1] pénètre dans la salle des urgences. Des camarades et des amis de Simone les chassent énergiquement et appellent un avocat. Un nouvel examen médical indique que l'état de santé du jeune homme est grave mais stable. Simone est enfin conduit en salle d'opération.

Quelques No-Tav décident de bloquer la sortie des camions transportant la première édition du journal *La Stampa*, en faisant un piquet au 84 de la rue Giordano Bruno. Quand, une heure plus tard, la Celere [2] arrive, l'attroupement se dissout.

En janvier, à Condove, la police avait cassé le bras de Maurizio, un No-Tav qui manifestait contre les foreuses et, la semaine précédente, quelques coups de matraque avaient laissé des traces sur l'autoroute. Mais à Coldimossa, la police s'est déchaînée. En ces heures d'attente et d'angoisse quant au sort du camarade blessé, nous savons de manière encore plus certaine ce que nous avons toujours su : ces messieurs du Tav et leurs laquais ne s'arrêtent devant rien. Les longues heures de blocus dans la vallée sont la réponse d'un mouvement qui résiste et qui n'a pas peur de la violence légalisée des hommes en uniforme.

Collectif No-Tav-autogestione

Traduction : Relations internationales de la Fédération anarchiste federation-anarchiste.org

---

1. Digos : acronyme pour Divisione Investigazione Generali e Operazioni Spaciali (Direction des enquêtes générales et des opérations spéciales), dont les principales missions sont le contrôle des activités politiques sur l'ensemble du territoire, ainsi que l'antiterrorisme… (*NdT.*)

2. Celere : plus ou moins l'équivalent de nos CRS. (*NdT.*)

Benjamin Fondane

libertaire sans identité

Louis Janover

Certains de ces hommes se donnent pour mission de contester la société, et non de la consacrer.

L'ADJECTIF « LIBERTAIRE » fut longtemps marque de subversion dans les milieux intellectuels, et le plus souvent cette appellation revenait à des anarchistes individualistes, dans la lignée des descendants de Max Stirner. Mais la connotation était en général politique, en opposition à la culture d'un ordre moral enraciné dans les institutions. Dans les conditions actuelles, le terme s'est pour ainsi dire démonétisé, et le porte qui veut à la boutonnière, même parmi ceux qui ne nourrissent pas pour l'État une aversion particulière. Michel Onfray est de ce type, qui ne laisse rien passer dans ce domaine qui ne puisse donner un lustre subversif à ses exercices d'allégeance à l'ordre établi maquillés en leçons pour habitués des cafés du commerce philosophiques. Mais il existe d'autres voies obliques pour arriver à de telles fins !

Dès lors, définir aujourd'hui une pensée libertaire revient à montrer comment les nouveaux représentants de la feinte dissidence, parfaitement à l'aise dans les institutions, s'y prennent pour retailler leurs vêtements à la mesure du culturellement et politiquement subversif qui fait la mode. Les noms de tant de ces irréductibles non-conformistes ne sont-ils pas les plus beaux ornements de ces dictionnaires du prêt-à-consommer dont raffole la nouvelle cuisine intellectuelle.

André Breton nous a laissé, dans « La claire tour », une vision flamboyante de ce que pouvait représenter une aspiration libertaire quand elle est portée par une volonté de refus irréductible ; et Pierre Naville, tourmenté par un pessimisme de fond, n'ignorait pas que « l'échec », comme valeur subjective de l'homme, peut être une forme privilégiée de résistance au cours objectif et triomphant des choses dites révolutionnaires. Mais il faut également se tourner vers d'autres auteurs qui se sont trouvés eux aussi pris dans la tourmente de l'engagement politique dominé alors par le PC et ses scribes. Panaït Istrati fut de ceux-là, et son ouvrage témoignage, *Vers l'autre flamme*, mérite d'être relu à la lumière des formes inédites d'aliénation que prend la pensée politique, maintenant que les « ismes » décomposés recherchent, pour réapparaître au grand jour, le nouvel amalgame savant de la pensée Thermidor qui les rendrait re-présentables.

Un auteur, plus discret encore, et dont la pensée se prête mal à la célébration publique, a pourtant marqué cette histoire d'une empreinte ineffaçable. Nous parlons de Benjamin Fondane, englouti en 1944 dans l'usine à mort de Birkenau, et dont une exposition rend hommage à l'œuvre et à la vie dans un lieu de mémoire aux résonances tragiques singulières, puisqu'il s'agit du Mémorial de la Shoah. Disons pour notre part que Benjamin Fondane fut plus encore que d'autres, et reste à nos yeux, un poète en retrait et du retrait, impossible à classer dans les catégories de l'avant-garde. Et justement, les interrogations qui traversent son œuvre ne cessent de nous rappeler à cette forme de liberté particulière que le penseur libertaire revendique et révère : une liberté critique qui jamais ne se départ de l'expression poétique. Paradoxalement, on songe, en parlant de la place de Benjamin Fondane dans les polémiques qui se sont cristallisées à cet endroit du siècle, à telle remarque de Pierre Naville, un des créateurs, ne l'oublions pas, de la Révolution surréaliste, à l'heure où tout était encore à rêver. « Or, dit-il dans *L'Intellectuel communiste*, certains de ces hommes se donnent pour mission de contester la société, et non de la consacrer, même lorsqu'ils pensent en faire seulement l'illustration ou lui donner des dimensions incommensurables de l'imagination (témoins Balzac, Cézanne, Proust, et bien d'autres). À vrai dire, tous ceux qui savent percer le monde à jour ne font par là même que mettre en doute sa présence actuelle. C'est ce qui explique leur refus de se tenir pour un "contenu" social, bien que cette répulsion, diffusée dans un groupe, finisse à son tour par créer un milieu propre, c'est-à-dire une classe, voire une société : une société de réfractaires. »

Réfractaire, Fondane le fut à coup sûr, mais dans une solitude qu'explique la puissance de l'obscurantisme qui pesait sur les milieux de la culture, et que seuls quelques individus par-

vinrent sur-le-champ à percer. Il nous a certes aidés à accomplir la tâche que Pierre Naville assigne aux vrais dissidents : « ruiner cette société divisée en lui présentant son visage honteux, en faisant craquer ses fausses harmonies, en conférant à ses dissonances l'éclat que lui seul peut leur donner ». Mais quelle difficulté, quelles montagnes de mensonges et de faux-semblants à soulever ! Car la face la plus honteuse de cette société, elle se présentait alors sous un visage révolutionnaire et ceux qui en contestaient la légitimité au nom de ce « pouvoir illimité de refus » risquaient fort d'être stigmatisés comme représentants de la bourgeoisie, voire comme contre-révolutionnaires.

Quoi de plus absurde, quoi de plus réducteur, que cette idée d'une « primauté » de l'économique sur l'esprit.

Ce qui pourrait n'être qu'une anecdote donne la mesure de cette situation irrespirable : en l'année terrible 1933, Victor Serge, « naufragé (mais nullement découragé) échoué sur une île quasi déserte avec un tout petit paquet de livres », adresse de son lieu d'exil une lettre d'intelligence à Fondane, mais la réponse de ce dernier ne parviendra pas à son destinataire. Ce qui s'inscrivait alors dans l'histoire n'était pas fait pour permettre de tels rapprochements !

1935. Autre date symbole, car avec le Congrès international des écrivains qui se tient à Paris, on sent de quel « cauchemar » allait accoucher ce qui était encore en suspens dans le siècle. Trois noms, trois discours restent présents dans notre mémoire. Et, en effet, s'ils apportent jusqu'à nous la voix d'une révolte qui ne distinguait pas encore la volonté de transformer le monde de celle de changer la vie, le sort qui leur fut réservé n'est pas moins révélateur de ce qu'il en coûtait alors de vouloir ne fût-ce qu'entrouvrir « les portes de la vérité » (Panaït Istrati). René Crevel se suicide, et ne sera pas là pour mettre en garde les participants contre ce qu'il appelait « la grande marmelade contemporaine » ; André Breton ne peut lire son discours à la tribune et délègue à ELUARD la tâche de le prononcer ; Benjamin Fondane enfin reste à l'écart, réduit au silence : faute d'éditeur, son texte, *L'Écrivain devant la révolution*, est mis à dormir dans un tiroir d'où il a été tiré grâce à la vigilance perspicace de Michel Carassou.

Et pourtant, de ce triptyque, ce *Discours* non prononcé est le volet central. Par sa densité et sa liberté de ton et de pensée, il porte jusqu'à nous cette note libertaire qui ne se confond avec nulle autre, sans qu'il lui soit besoin de revendiquer cette identité. La description que nous offre d'emblée Benjamin Fondane du congrès est celle d'un tableau de genre qui deviendra bientôt spectacle ordinaire : la contre-révolution usurpe les prestiges de la révolution, celle d'Octobre assurément, mais pas seulement, et dénature toutes les paroles de révolte et d'émancipation par ce que Henri Heine appelait « l'hypocrisie de la dénomination ».

Fondane y décrit l'« atmosphère lourde », le climat d'intimidation que les staliniens, et leur chantre Louis Aragon en tête, font régner sur le rassemblement. Et nous entendons monter en même temps que la rumeur, « vague, menaçante, la possibilité du silence, des murmures et des huées », avec, en surplomb, la force collective « qui, dans la salle, détient le pouvoir de distribuer applaudissements ou huées, et incline par là, ou vainc, ou refoule, ou fait hésiter même les plus courageux d'entre nous ». Le courage bientôt sera l'apanage d'un tout petit nombre d'exclus de ces grandes fêtes.

C'est essentiellement pour répondre aux thèses défendues par le Parti communiste, qui s'efforçait alors d'affirmer son hégémonie sur les milieux intellectuels antifascistes, que Benjamin Fondane prend la plume pour rédiger ce *Discours*, qui pourrait mieux encore avoir pour titre *L'Écrivain devant la contre-révolution*. Quoi de plus absurde, quoi de plus réducteur, souligne-t-il, que cette idée, dont il attribue la responsabilité à Marx, d'une « primauté de l'économique sur l'esprit », ce qui entraînerait le refus d'accorder à l'écrivain « le droit d'avoir de l'art une conception psychanalytique, surréaliste ou religieuse, et ce, de manière coercitive, en lui refusant l'*imprimatur* ». Et Fondane ne se fait pas faute d'insister sur ce que contient de réducteur l'exigence théorique du primat de l'économique sur l'esprit considéré comme un reflet : « Que si l'esprit n'est plus premier, mais seulement un reflet, notre tâche immédiate est devenue médiate [...] En un mot, au lieu d'être ceux qui doivent porter leurs idées et leurs forces aux hommes, la catégorie du "reflet" veut que nous recevions les idées de l'économique et que nous leur prêtions seulement notre talent », au risque de faire de l'écrivain « l'esclave ou le laquais des régimes économiques ». Tel est bien ce qui a eu lieu, et qui explique aujourd'hui la facilité avec laquelle les mains à la plume au service des régimes dits totalitaires se sont reconverties, par le biais des institutions culturelles, en laquais des régimes dits démocratiques, et des oppositions qui les animent.

Mais alors, demande Fondane, et l'interrogation domine cet écrit, mais alors quelles seraient les conditions nécessaires pour échapper à cet implacable mécanisme qui emprisonne l'esprit dans les rets de la servitude volontaire, car si l'on en accepte la logique « le mot de liberté ne saurait avoir aucun sens » ? Le mot *libertaire* vient naturellement en réponse quand on examine les directions que Fondane imprime à sa pensée dans ce domaine. Ne se réclame-t-il pas de cette « éthique de l'esprit, terriblement exigeante, et qui veut jusqu'à notre sacrifice complet à l'idée ou à l'œuvre entreprise » ? Dans ces conditions, l'œuvre et la vie du poète sont le « témoignage irréfragable de la primauté de l'esprit et de notre vertu créatrice », ce qui n'exclut nullement la pression de déterminismes économiques et le fait que, éthiquement, l'écrivain ne peut que lutter pour une

société libérée de l'exploitation et de la domination. D'où le refus d'assister aux « repas fastueux » et aux « banquets de puissance » auxquels la bourgeoisie convie ses scribes, et la libre possibilité pour le poète « d'explorer tous les domaines censés être improductifs, ceux de la pensée, de l'analyse psychologique, de la solitude » et d'amener l'événement « à sa plus haute expression métaphysique ou religieuse ». L'artiste, dit Benjamin Fondane, « travaille sur un plan d'irrationalité lyrique », mais dans ce qui contribue à brouiller le sens de sa recherche aux yeux du lecteur non averti réside en même temps la puissance de sa critique d'un monde où le sujet social vaincu, impuissant, mais non résigné, opère l'enfouissement du traumatisme et le travestissement de son refus.

La dimension « libertaire » de cette critique, elle, ne réside certes pas dans ces proclamations incendiaires, dont les avant-gardes se feront une spécialité, ou dans la rhétorique politique dont le siècle sera inondé, sans d'ailleurs que s'y noient les pires inquisiteurs qui, de Staline à Mao, en passant par d'autres sauveurs suprêmes, sauront toujours prendre le vent. Les polémiques de l'époque sont restées prisonnières des questions fallacieuses auxquelles nul ne pouvait échapper tant l'hégémonie exercée par le Parti communiste laissait peu de place aux réfractaires. Fondane fut de ceux-là, et la lucidité dont il fit preuve à maintes reprises, en dépit d'une culture politique limitée, s'accompagne immanquablement de son pendant : une mise à l'écart, car les problèmes qu'il soulève impriment leur marque sur notre temps, bien au-delà de cette épreuve. Quelle place accorder aux avant-gardes et à leurs théories subversives ? Que dire du surréalisme et de ses méthodes au regard de ce que la poésie conserve d'irréductible, et que ne parvient pas à réduire l'exploration de l'inconscient telle qu'elle a été menée ? Et quel rapport entre la politique et le poétique ? Autant de questions qui, loin d'avoir été résolues, n'ont pas même été discutées tant est profonde l'illusion qu'elles auraient reçu une réponse par la voix des avant-gardes. Aussi Benjamin Fondane reste-t-il « un devenant parmi nous », pour reprendre à son propos l'hommage que René Crevel adresse aux individus qui incarnent le refus de tout renoncement à soi-même.

Mais par quel malfaisant sortilège cette œuvre a-t-elle bien pu passer par-dessus la tête des générations ?

C'est à cette lumière qu'il faut entendre l'interrogation de Patrice Beray qui, dans l'article qu'il a consacré à l'exposition de Benjamin Fondane, s'étonne avec raison : « Dans le sas de cette exposition documentaire, où se rencontrent tant de renommées d'hier et d'aujourd'hui, poètes, écrivains, philosophes, il est une question que, très vite, le visiteur averti se pose et doit poser : mais par quel malfaisant sortilège cette œuvre a-t-elle bien pu passer par-dessus la tête des générations ? »

Point de mystère, en vérité ! Les générations avaient autre chose en tête que de s'interroger sur une œuvre dont la dimension libertaire immaîtrisable contredisait si bien tant de renommées et tant d'idées en voie de réception accélérée. Est-il sûr pour autant que les temps aient changé au point que les renommées nouvelles soient prêtes à entendre ce qui dans cette voix dérange tant de mots et tant de positions présumées acquises ? L. J.

À consulter :

L'Écrivain devant la révolution. Discours non prononcé au Congrès des écrivains de Paris (1935). Précédé de *Benjamin Fondane, un devenant parmi nous*, par Louis Janover, Paris, Paris-Méditerranée, 1997.

Patrice Beray, *Benjamin Fondane, au temps du poème*, Paris, Verdier-Les Amis de l'Éther Vague, 2006.

Patrice Beray, « Demain est lui aussi un jour, cher Benjamin Fondane », *Mediapart*, 30 octobre 2009.

Pierre Pachet, « Benjamin Fondane, l'expérience du gouffre », *Magazine littéraire*, octobre 2009.

Altermed 3, *Dossier Benjamin Fondane*, Éditions Non Lieu, novembre 2009.

À paraître :

Patrice Beray et Louis Janover, *Retrouver Fondane*, Arles, Éditions de La Nuit, février 2010.

Louis Janover, *S'il est encore minuit dans le siècle*, Arles, Éditions de La Nuit, février 2010.

La Louise sur l'étrange lucarne

La production du film *Louise Michel, la rebelle* a invité six camarades de Radio libertaire et du *Monde libertaire* à assister à l'avant-première, avant la diffusion sur France 3 le 6 mars et la sortie nationale en salle le 7 avril. Le film évoque la période de déportation de Louise Michel et de ses compagnons communards en Nouvelle-Calédonie. Nous nous y sommes rendus sans *a priori*.

Quelques compliments

La réalisatrice Solveig Anspach exprime sa joie de voir une salle pleine d'invités. Elle a l'honnêteté de nous accueillir par ces mots : « Je dois admettre que je ne connaissais pas grand-chose de Louise Michel et ne connaissais pas non plus grand-chose de la Nouvelle-Calédonie, quand le producteur Jacques Kisner, qui avait ce projet en tête depuis sept ans, je crois, m'a proposé de faire ce film. Alors, je me suis dit : voilà deux bonnes raisons de le faire, je vais apprendre beaucoup de choses. » C'est tout à son honneur.

Avant de passer le micro au producteur du film, Jacques Kisner, elle nous montre un drapeau que des Kanaks lui ont dessiné : un très beau portrait de Louise Michel que, grâce au film, ils « ont appris à connaître ».

Jacques Kisner remercie une kyrielle de gens dont je n'ai pas retenu les noms et le service encore public, qui permet de réaliser des films historiques sur des personnages qui sortent des sentiers battus (encore heureux, il ne manquerait plus que le contraire !). Bon, le film démarre sur le discours de Louise Michel lors de son procès devant le conseil de guerre de Versailles, durant lequel elle lâche à ses juges « Si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi ! », avant d'avouer tous ses crimes, ceux des autres et jusqu'à son projet d'assassiner Adolphe Thiers. Le voyage sur le *Virginie* et l'arrivée en Nouvelle-Calédonie sont assez crédibles. Voilà pour les éloges.

Quelques critiques

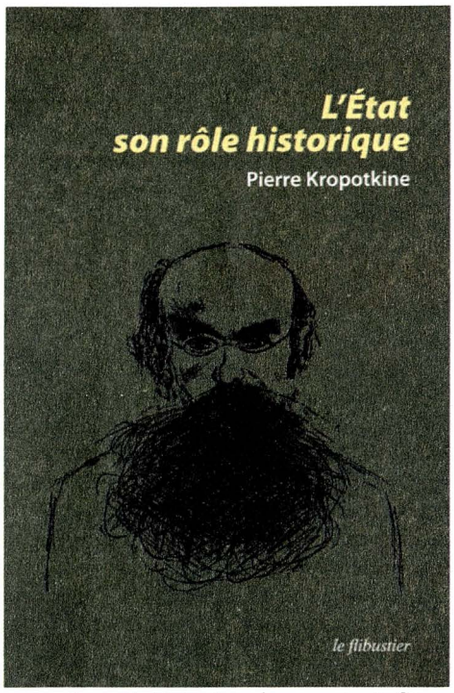
En revanche, les critiques arrivent – nous ne serions pas anarchistes si nous n'avions pas le sens critique ! La première peut sembler futile s'il en est : Sylvie Testud est bien grimée en Louise Michel, mais cette dernière avait-elle les yeux bleus ? C'est drôle, mais je lui aurais plutôt vu les yeux bruns. Qu'importe, me direz-vous ? Bon, un peu moins crédible : la question de l'âge. Lorsque Louise arrive en Nouvelle-Calédonie en 1873, elle est âgée de 43 ans. Sylvie Testud, elle, a l'air d'une gamine et cela dessert un peu le personnage. En effet, une révolutionnaire qui, après son arrestation et sa déportation à Satory, sa détention durant vingt mois à la prison centrale d'Auberive (Haute-Marne), est embarquée avec ses compagnons communards pour un voyage qui dure quatre mois et débarque après tout ça, eh bien je ne pense pas qu'elle était, ce jour-là, fraîche comme un lys… Il suffit d'ailleurs de relire ses mémoires ; encore un détail me direz-vous. Bon, alors passons aux choses plus sérieuses. Sur la durée, le film nous a paru, à l'unanimité des personnes présentes (l'unanimité : notre grande passion !), quelque peu léger. En effet, on nous présente tantôt une Louise revêche à la façon petite fille émancipée, légèrement emmerdeuse, tantôt une Louise du genre « qui sourit et pardonne, toujours prête à tendre l'autre joue », comme dans la scène où ses copines communardes la critiquent méchamment et qui n'est pas sans rappeler alors une certaine vierge, mais « sainte » celle-là (tandis que Louise, que je sache, ne l'était pas, même si elle ne mit jamais en avant sa sexualité, à l'inverse d'une Emma Goldman) ! Encore une autre critique : une camarade, qui connaît bien la Nouvelle-Calédonie et les Kanaks, pense que ces derniers, il y a plus de cent ans, n'auraient jamais voulu d'un chef couronné comme un roi à la mode occidentale et qu'ils ne dormaient pas sur la plage mais… dans des cases. Enfin, arrêtons d'être puristes et pinailleurs, on va finir par croire que les anars ne sont bons qu'à critiquer.

Pour finir

Mais peut-être est-ce parce que nous sommes anarchistes que tous ces petits détails nous ont plus ou moins gênés. Peut-être aussi le fait que la plupart d'entre nous ont lu, sinon tous les écrits de Louise Michel, du moins beaucoup d'entre eux nous l'a fait voir différemment. Bon, demandons-nous aussi si des réalisateurs anars auraient fait mieux et ne seraient pas tombés, à l'inverse, dans le film pur jus militant ? Au moins, celui-ci a le mérite de faire connaître un personnage que nous apprécions peut-être un peu trop et avons finalement un peu peur de perdre en le faisant trop connaître au grand public. Il faut bien se rendre compte qu'écrire un livre sur Louise Michel est sans doute plus facile que réaliser un film, dont le coscénariste est pourtant Michel Ragon, à la plume si séductrice dans *La Mémoire des vaincus*. En tout cas, *Louise Michel la rebelle* est pour nous l'occasion de sortir un « spécial 8 pages », qui sera distribué aux spectateurs devant les salles projetant le film. Une bonne occasion pour évoquer à notre tour cette femme, comme nous la voyons ou aurions aimé la voir. En partant, nous avons offert à la réalisatrice un exemplaire original du premier numéro du *Libertaire* créé par Louise Michel et Sébastien Faure. Peut-être lui donnera-t-il le goût d'en savoir encore et toujours plus sur le personnage, avant de s'attaquer à un éventuel *Louise Michel 2* qui évoquerait la Commune ?

Patrick Schindler
Groupe claaaaaash

Merci aux flibustiers



C'EST À LA GRANDE RÉVOLUTION que revient l'honneur d'avoir commencé la démolition de cet échafaudage de lois qui nous a été légué par la féodalité et la royauté. Mais, après avoir supprimé quelques parties du vieil édifice, la Révolution remit le pouvoir de légiférer entre les mains de la bourgeoisie qui, à son tour, commença à élever tout un nouvel échafaudage de lois destinées à perpétuer sa domination sur le peuple. Dans ses Parlements, elle légifère à perte de vue, et des montagnes de paperasses s'accumulent avec une rapidité effroyable. Mais que sont au fond toutes ces lois? La plus grande partie n'a qu'un but: celui de protéger la propriété individuelle.

Quiconque a gardé au cœur le moindre souffle du libéralisme de nos pères, quiconque voit dans la République autre chose que le marchepied à de sordides ambitions, a compris que le seul moyen de préserver le modeste dépôt de nos libertés acquises, le patrimoine si peu ample de nos franchises héréditaires, c'est de poursuivre sans relâche l'œuvre de justice sociale de la Révolution. À cette heure, on ne peut plus être un libéral sincère, consciencieux, qu'à la condition de faire publiquement et irrévocablement adhésion au parti de la Révolution. Cela, pour deux raisons: parce que tout se tient dans une société et que la liberté n'est qu'une forme vide et un vain mot, un trompe-l'œil hypocrite, tant qu'on ne lui donne pas, sous forme d'institutions, les conditions sociales de sa réalisation individuelle; puis ensuite, parce que le peuple seul a gardé quelque foi, quelque idéal, quelque générosité, quelque souci désintéressé de la justice et que le peuple, par définition, nécessairement, est révolutionnaire et socialiste.

Ce sont là des constatations banales! Et, cependant, il est nécessaire d'y insister, de glorifier l'effort, parce qu'un enseignement déprimant a saturé la génération qui passe, l'a imprégnée de formules débilitantes. L'inutilité de l'effort a été érigée en théorie et on a prêché que toute réalisation révolutionnaire découlerait du jeu fatal des événements: la catastrophe, annonçait-on, se produirait automatiquement, lorsque, par un processus fatidique, les institutions capitalistes seraient parvenues à leur maximum de tension. Alors, d'elles-mêmes, elles éclateraient! L'effort de l'homme dans le plan économique était proclamé superflu, son action contre le milieu compressif dont il pâtit était affirmée inopérante. On ne lui laissait qu'un espoir: infiltrer des siens dans les Parlements bourgeois et attendre l'inévitable déclenchement catastrophique.

Ce qui vient d'être dit est frappant. Cela a été écrit il y a presque trois siècles. La première phrase a été écrite par Kropotkine, la deuxième est de Francis de Préssensé, la troisième est d'Émile Pouget. Elles sont extraites de trois petits livres parus ces derniers temps à Marseille aux éditions Le Flibustier. Le premier rassemble différents textes du prince russe parus dans *Le Révolté* en 1882 ou dans *Les Temps nouveaux* au début du siècle suivant. Le deuxième porte comme titre *Les Lois scélérates de 1893-1894*. Il rassemble trois textes, l'un de Préssensé déjà cité, l'autre d'un anonyme, juriste de son état et le dernier de Pouget dont les écrits bien connus, *L'Action directe* et *Le Sabotage* forment le contenu du troisième livre.

Je ne reviendrais pas sur *L'État et son rôle historique* de Kropotkine. D'autres l'ont fait bien mieux que moi. Je m'arrêterai juste sur le dernier texte de cet opuscule intitulé *Les Droits politiques* pour remarquer que contrairement à son époque ces droits ne sont plus contestés, ils sont effectifs; nous pouvons parler, écrire, éditer, nous réunir sans trop de problèmes. Nous savons pourtant que leur exercice ne change pas grand-chose à la réalité. Nous savons aussi que si nous ne les exerçons pas ils disparaîtront. Ces lois qui, à la fin du XIXe siècle, sont votées par des possédants effrayés par quelques bombinettes plus ou moins meurtrières (possédants qui n'hésiteront pas un seul instant à fournir à la guerre qui vient des cadavres à foison), ces lois, qui méritèrent à leur époque l'adjectif de scélérates, sont de retour. Actuellement, les immigrés font peur. Ils forment le nouveau prolétariat, entité étrange, menaçante, indéfinie. Pouget, expliquant clairement ce qu'est le sabotage de l'outil de production, doit leur sembler bien étrange, préoccupés qu'ils sont par la recherche d'un travail.

Par contre, la pratique de l'action directe, leur est quelque chose d'évident, de naturel. En témoignent les différentes grèves et manifestations de sans-papiers. Il faut lire Pouget aujourd'hui, particulièrement ce texte intitulé *L'Action directe*, il est d'une actualité brûlante.

Merci aux flibustiers d'avoir publié ces trois ouvrages.

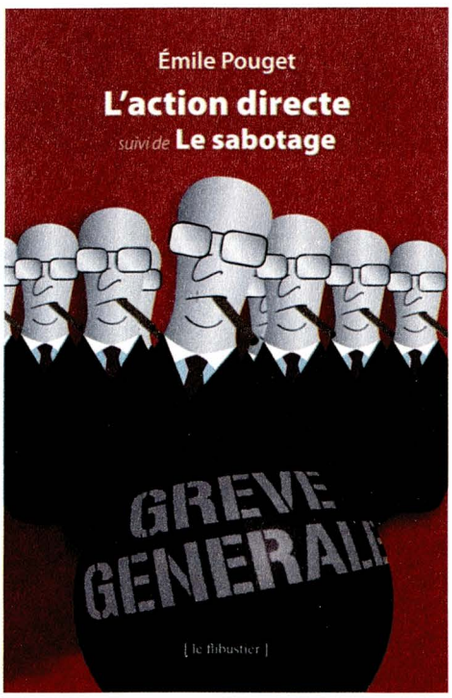
Pierre Sommermeyer

Pierre Kropotkine, *L'État, son rôle historique*, 168 p., 11 euros.

Émile Pouget, *L'Action directe* suivi de *Le Sabotage*, 138 p., 11 euros.

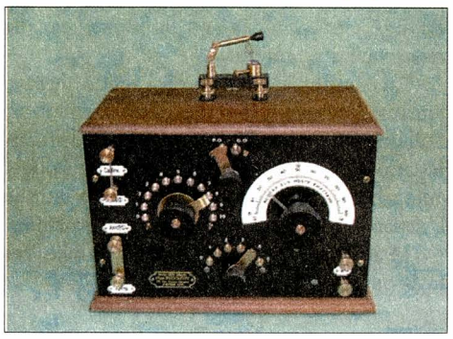
Francis de Pressensé, un juriste et Émile Pouget, *Les Lois scélérates de 1893-1894*, 98 p., 11 euros.

Éditions Le Flibustier: editionsleflibustier.free.fr



Il y a belle lurette qu'on n'a pas causé de Radio libertaire dans une brochure, un livre… Le 1er septembre 1981, Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.
Le reste c'est de l'histoire… du siècle dernier ! En ce début de 2010, nous avons décidé de collecter ce que les émissions actuelles de Radio libertaire ont à dire sur 89.4. Chaque semaine, des émissions se présenteront dans Le Monde libertaire. À la fin, on ramassera les copies et on en fera une brochure, un ouvrage. Bonne lecture !

Pas de quartiers



Pas de quartiers. Un mardi sur deux de 18 heures à 19 h 30.

Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine… PdQ est l'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel (Paris XVIIIe). Initiée, il y a fort longtemps et pendant une décennie par Wally, son animateur mythique, elle fut depuis 2000 animée et organisée par le groupe LM. À ses débuts, l'équipe invitait en direct des animateurs-militants d'associations locales, politiques, culturelles ou économiques. Plus récemment, l'émission a donné la parole à des scientifiques et des chercheurs spécialisés tant en biologie, évolution, darwinisme qu'en sociologie ou athéisme, ces domaines s'interpénétrant le plus souvent. L'équipe de PdQ s'efforce actuellement d'alterner émissions d'actualité militantes et invitations de chercheurs ou de penseurs matérialistes. PdQ privilégie les enregistrements en direct depuis le magnifique studio autogéré de Radio libertaire. **Tous à vos postes à galène !**

Tribuna latino-americana

Tribuna Latino-Americana, magazine des mouvements sociaux et indigènes d'Amérique latine Un samedi sur deux de 19 heures à 21 heures.

En mars 1982, un groupe d'exilés chiliens militant dans le groupe Pedro Nolasco Arratia (militant anarcho-syndicaliste qui a marqué le mouvement syndical chilien des années 1924 à 1962) est invité par des camarades de la CNT espagnole en exil à participer à leur émission « Radio Libertaria » sur l'antenne toute neuve de Radio libertaire. Pendant un an, ils vont partager leur émission en y réalisant en langue espagnole un programme d'information alternative sur l'Amérique latine.

Un an plus tard, le secrétariat de Radio libertaire propose au groupe chilien une émission hebdomadaire de deux heures. L'émission « Infos et contre-infos d'Amérique latine » prend place le samedi de 14 à 16 heures, après l'émission « Chroniques syndicales ». Chaque semaine, une équipe de neuf personnes, composée non seulement de Chiliens mais aussi d'Argentins, d'Uruguayens et de Français, anime l'émission entre 1984 et 1986. D'abord en langue espagnole, l'émission se fait progressivement en français. En 1987, le retour de plusieurs camarades dans leur pays d'origine remet en question l'existence de l'émission, mais une nouvelle équipe se constitue rapidement. Français, Espagnols et Latino-Américains créent une nouvelle formule. C'est ainsi que naît l'émission « Tribuna Latino-Americana », bimensuelle, le dimanche entre 18 et 20 heures.

Ses objectifs sont d'offrir aux auditeurs une information alternative et analytique sur la vie politique, sociale, économique et culturelle des peuples d'Amérique latine dans le contexte historique propre à chacun d'eux ; de donner la parole aux acteurs et témoins des luttes sociales, indigènes et syndicales qui se déroulent sur ce continent ainsi qu'aux associations et comités qui les représentent et les soutiennent ici en France.

« Tribuna Latino-Americana » a ainsi accueilli des représentants des Paysans sans terre du Brésil, Les mères de la place de Mai d'Argentine, Central Obrera Boliviana (COB), le Conseil régional indien du Cauca (CRIC), le mouvement guerrillero Quintin Lamé (groupe d'autodéfense indien) de Colombie, des représentants de communautés indigènes Mapuche du Chili, des avocats de défense des droits de l'homme, des écrivains, des journalistes, etc.

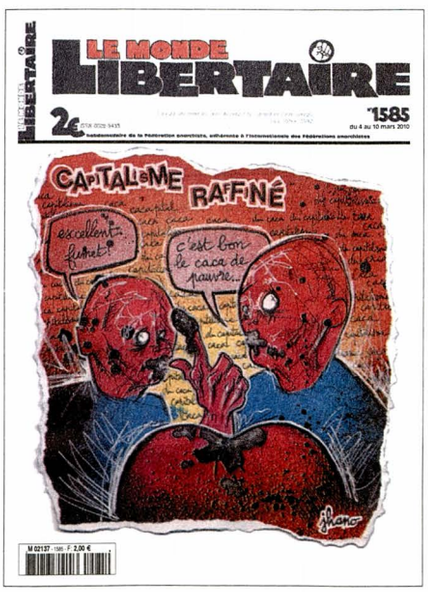
Depuis 1995, l'émission se déroule deux fois par mois, le samedi, de 19 heures à 21 heures.

Ceux et celles qui souhaitent participer à notre émission, sur une base critique et libertaire, peuvent nous écrire à tribunalatinoamericana@gmail.com

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Appel aux lecteurs et lectrices du *Monde libertaire* pour un nouveau dossier !

La thématique proposée – « Nouvelles technologies : outils d'émancipation ? » – se voudrait un panorama d'une réflexion libertaire à propos des nombreuses innovations technologiques que l'on voit déjà à l'œuvre ou qui le seront dans quelques années. À côté des technolâtres s'agenouillant devant les « dieux technologiques » et des technophobes confondant l'exploitation capitaliste de ces nouvelles technologies et le potentiel progressiste de certaines d'entre elles, il nous semble qu'une réflexion mêlant révolution sociale et révolution des instruments doit s'imposer. Si, par exemple, les puces RFID, les caméras de vidéosurveillance et les technologies y afférentes sont évidemment inacceptables (le ML s'en fait fréquemment l'écho), nous pouvons penser que les technologies permettant de se passer du pétrole et du nucléaire, ou celles qui limitent le recours aux humains comme bêtes de somme du capitalisme, etc., sont indispensables, à condition qu'elles soient au service d'un projet libertaire. Ces quelques exemples sont évidemment déclinables en de nombreux autres.

Vos contributions (articles, reportages, témoignages, chroniques) sont à envoyer avant le 31 mai 2010 à l'adresse suivante : Publico/ML des lecteurs, 145, rue Amelot, 75011 Paris, France ou mldeslecteurs@yahoo.fr

Précisions : une page compte environ 5000 signes typographiques (espaces comprises). Afin de permettre le plus de points de vue possibles, nous demandons aux auteurs de limiter leurs textes à 15000 signes.

Merci de nous communiquer un contact (postal, téléphonique, électronique) où nous pourrons vous joindre.

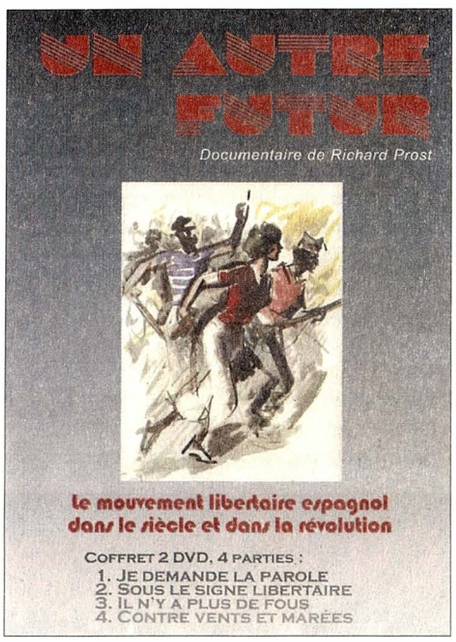
Un autre futur

Le mouvement libertaire espagnol dans le siècle et dans la révolution

La CNT et la révolution espagnoles sont à l'évidence indissociables. Mais ce qui est très souvent oublié, c'est que la CNT espagnole n'est pas révolutionnaire par hasard et que cette organisation anarcho-syndicaliste n'est pas née avec ce moment historique unique. Elle se constitue en tant que telle en 1910, traverse l'histoire d'Espagne de l'avant-guerre (civile) en constante opposition aux pouvoirs politiques. À la dictature, la monarchie, la république correspondent clandestinité, soulèvements, grèves sans quartier. Le putsch franquiste lance l'Espagne dans la guerre et la révolution. La révolution est peu à peu liquidée de l'intérieur du camp républicain par les communistes et leurs alliés bourgeois, la guerre contre Franco va être perdue. À partir de 1939, la CNT et le mouvement libertaire en exil se réorganisent et poursuivent la lutte antifranquiste sans éviter déchirements et scissions. En Espagne, la répression policière est terrible et la reconstruction des structures de l'organisation de plus en plus difficile.

Un autre futur retrace en quatre parties l'histoire de la CNT depuis sa création jusqu'en 1975, année de la mort du dictateur. Projeté en avant-première en 1990, édité plus ou moins confidentiellement en VHS, ce film aura vécu jusque-là une vie bien discrète. Ce coffret prétend lui restituer l'audience qu'il mérite. Il est constitué de deux DVD et s'accompagne d'une brochure qui contient une biographie succincte des intervenants dans le film et acteurs dans l'histoire.

Prix : 20 euros Diffusion : Court-circuit. Se trouve à Publico.



Jeudi 18 mars

Jus de rue (8 h 30) La parole aux gens de la rue.

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Pour une Europe sans armée : « Nato Zu ! »

Vendredi 19 mars

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance. Invité : Yves Citton, autour de son dernier ouvrage *Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche* (Amsterdam, 2010).

Les oreilles libres (14 h 30) Nous recevrons le guitariste auteur compositeur interprète chilien du 20e arrondissement de Paris Mabit Moreno, pour son dernier projet pop-rock Cocofka.

Koumbi (16 h 00) Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Samedi 20 mars

La philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) La question énoncée par Spinoza : « Pourquoi les hommes luttent-ils pour leur asservissement comme si c'était pour leur salut ? » trouve des éléments de réponse chez La Boétie comme chez Simone Weil. Avec Françoise Valon.

Chronique syndicale (11 h 30) 11 h 30-12 h 30 : *Aux origines du socialisme moderne, la première Internationale, la Commune de Paris, l'exil* avec Michel Cordillot (éditions de l'Atelier) ; 12 h 30-13 h 30 : Dans le monde une classe en lutte.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres… Maurice Rajsfus, *L'intelligence du barbare* (éditions du Monde Libertaire).

Tribuna Latino Americana (19 h 00) La CALPA, Coordination de soutien aux luttes du peuple argentin, nous parlera des révoltes populaires de General Moscón.

Dimanche 21 mars

Goloss trouda, la voix du travail (8 h 00) Émission franco-russe.

Cris et murmures (14 h 00) Slam et poésie.

Les liaisons dangereuses (Seppuku) (22 h 00) Musiques électroniques. Programme autour des musiques étranges et aventureuses.

Lundi 22 mars

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Histoire de la Commune de 1871 et son environnement historique.

Ondes de choc (14 h 30) Émission consacrée à Antonin Artaud : « pour en finir avec le jugement de Dieu », en compagnie de Claude Besson.

Sous les pavés… la terre (16 h 00) Écoutons les Charlier, maraîchers, nous parler de leur Amap dans le Var, puis Céline et Steve, viticulteurs sur des terres acquises grâce à « Terre de liens », nous faire goûter leur vin du Jura.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Par le syndicat CNT santé-social/collectivités territoriales.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 23 mars

Artracaille (11 h 00) Le monde du travail vu par les artistes.

Pas de quartiers… (18 h 00) L'émission du groupe Louise-Michel reçoit Priscille Touraille, chercheuse en biologie, qui vient nous parler des sujets qui la passionnent et nous avec : pilosité comparée des femmes, origine de la petite taille d'icelles comparée à celle des mecs, etc.

Paroles d'associations (19 h 30) Ziaux & Kelka proposent un concert-spectacle drôle qui mêle chansons et comédie. Pour le présenter : les deux artistes, leurs musiciens (Martial Bort et Michel Costandi), ainsi que leur metteur en scène Anne Doussoux.

Radio Libertaria (20 h 30) L'émission du syndicat qui « vous doit plus que la lumière ».

Mercredi 24 mars

Blues en liberté (10 h 30) Georges Smith, harmonica chez Muddy Waters.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Wesh t'as vu ? (17 h 00) Le premier micro-trottoir retracera deux événements militants en faveur des sans-papiers, dont la manifestation du samedi du 6 mars. La seconde partie couvrira le gala de catch du dimanche 7 mars.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes de prisonniers. Nan Aurousseau, ex-détenu. Après avoir écrit deux livres : *Bleu de chauffe* (2005) et *Du même auteur* (2007), il vient pour son livre *Le Ciel sur la terre* (2009). Roman noir, mais profondément humain, ce livre est une plongée dans l'univers carcéral. Il était présent au Salon du livre libertaire à Merlieux en septembre 2009.

Du vendredi 26 mars au dimanche 28 mars

Zagreb (Croatie)

La 6e Foire du livre anarchiste de Zagreb. Renseignements : anarhisticki.sajam.knjiga@gmail.com (on peut y écrire en anglais) ; www.ask-zagreb.org (en croate et en anglais).

Du jeudi 1er au dimanche 4 avril

Ruesta (Espagne)

Ruesta a été exproprié et abandonné en raison de la construction du barrage de Yesa. Ce territoire est encore menacé, 50 ans plus tard, par le projet d'agrandissement du barrage. Rencontre pour affirmer notre solidarité et notre détermination à lutter contre l'agrandissement du barrage de Yesa.

Du 1er au 18 avril

La Plaine-Saint-Denis (93)

Barricade, spectacle de la Compagnie Jolie Môme. Du jeudi au samedi, 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tarif 18 et 10 euros. Au théâtre La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, M° Porte-de-La-Chapelle ou RER B La Plaine Stade de France. Bus 153-302, arrêt Église de La Plaine Réservations 01 49 98 39 20. cie-joliemome.org

Jeudi 18 mars

Sarlat (24)

21 heures. Café Libertaire avec le groupe Drapeau Noir Périgord (Fédération anarchiste), au café Le Lébérou, rue J.-J. Rousseau.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité. Cycle « La servitude volontaire ». Troisième cours : « Les chaînes de l'esclavage : Un délice collectif ». Présentation de Françoise Valon, professeur de philosophie. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 19 mars

Orléans (45)

20 heures. Débat organisé par le groupe Gaston Couté de la FA : La grève générale. À l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. groupegastoncoute.blogspot.com

Mâcon (71)

20 heures. Conférence-débat sur l'affaire Colona, avec Gérard Amaté, auteur de *L'Affaire Colona, une bataille de presse*, éditions Bayol. Salle Gambetta n° 3, rue Gambetta. Organisée par le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le groupe La vache noire de la FA. Table de presse. Entrée libre.

Paris XXe

20 h 30. *Pourquoi j'ai cambriolé.* D'après la déclaration d'Alexandre Marius Jacob à son procès le 8 mars 1905. Spectacle théâtral. À l'Espace Louise-Michel, 42 bis, rue des Cascades. Réservation 06 77 51 37 19. Participation libre au chapeau.

Samedi 20 mars

Rouen (76)

15 heures. Projection de *Total Contrôle, Résistants. Com, Big Brother City*, avec la participation du collectif Souriez vous êtes filmés. Librairie l'Insoumise à Rouen.

Evry (91)

19 h 30. La liaison Evry-Corbeil propose sa première « rencontre libertaire » afin d'échanger sur le projet de créer un groupe anarchiste local. Salle de l'ACV, 30, allée Jean Rostand. Gare RER Evry-Courcouronnes, sortie « Cours Blaise Pascal », suivre les flèches « Réunion CELS ».

Toulouse (31)

20 h 30. Serge Utgé-Royo chante *Espagne 36, mémoire/espoir.* Salle Lafourguette, 28, rue de Gironis. Réservations : 06 25 74 56 20

Paris XXe

20 h 30. *Pourquoi j'ai cambriolé.* Voir à vendredi 19 mars.

Dimanche 21 mars

Ivry (94)

17 heures. Paroles de femmes pour les 20 ans de « Mots et musiques ». Entrée 14 euros, tarif réduit 11 euros. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M° Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68.

Lundi 22 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité. Cycle « Avant-garde & contre-offensive ». Second cours : films de Gisèle et Luc Meichler. Présentation d'Isabelle Marinone et Nicole Brenez. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 23 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité. Cycle « La tyrannie technologique ». Quatrième cours : Les pensées critiques de la technologie. Présentation de Patrick Marcolini, philosophe. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 26 mars

Quimper (29)

Barricade, Barricade, spectacle de la Compagnie Jolie Môme sur La Commune de Paris. Réservations à la MJC au 02 98 95 46 25.

Samedi 27 Mars

Forcalquier (04)

21 heures. Serge Utgé-Royo chante *L'espoir têtu* avec ses compagnons de musique. Espace culturel Bonne Fontaine. Tarif : 12 euros ; 8 euros. Billetterie 04 92 75 10 02.

Paris XVIIIe

15 h 30. Monique Surel-Tupin, *Au temps de l'anarchie. Un théâtre de combat. 1880-1914.* Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. 01 42 23 32 18 et bibliotheque-larue.over-blog.com

DE RÉSEAUX À RÉSEAUX
TISSONS DES ALTERNATIVES

Rencontres à Ruesta dans les Pyrénées d'Aragon
du 1er au 4 avril 2010

Appel aux activistes de la décroissance, de la permaculture, de l'agro-écologie, des villes et des villages en route vers l'autogestion, de l'anarcho-syndicalisme et autres syndicalismes combatifs, de l'écologie sociale, de l'économie solidaire, de l'autonomie, du vivre sans capitalisme. À tous les gens qui se sentent suffisamment proche de nous pour venir de la péninsule ibérique ou de ses alentours.

Nous sommes des réseaux nouveaux, nous avons en commun notre opposition au système capitaliste et le fait de parier sur la construction de nouvelles alternatives. Nous voulons mettre en commun et alimenter de nouvelles formes d'existence à un moment crucial en raison de la crise du système capitaliste.

Le lieu choisi est Ruesta, village de la province de Saragosse et à un pas de l'Aragon Pyrénéen. Ruesta a été exproprié et abandonné en raison de la construction du barrage de Yesa. Ce territoire est encore menacé, 50 ans plus tard, par le projet d'agrandissement du barrage de Yesa. Ce projet affecterait gravement les richesses culturelles et naturelles de la région, sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle, déclaré patrimoine de l'humanité depuis 1993. Le syndicat CGT (Confédération général du travail espagnole) autogestionne la réhabilitation de Ruesta depuis 1988, année où la Confédération hydrographique de l'Ébre lui céda les droits pour reconstruire le village. En solidarité avec les habitants qui résistent et combattent pour la vie de leur village, la rencontre sera organisée sur 4 jours, elle aura aussi pour but d'affirmer notre détermination à lutter contre l'agrandissement du barrage de Yesa et la récupération naturelle de la rivière Aragon.

Nous disposons déjà de propositions sur les thémes suivantes : logement, économie alternative et solidaire, travail salarié, écologie pratique, indépendance alimentaire, éducation, énergie, transport, santé, relations humaines et vie communautaire, communication alternative, centres sociaux et loisirs.

Dès maintenant vous pouvez nous envoyer vos documents et vos propositions et aussi commencer à apporter votre contribution à ce qui vous paraît pertinent pour les réunions transversales.

Il est nécessaire que tous les participants s'inscrivent car les espaces sont limités. L'inscription est gratuite, le logement dans le camping aussi. Les options sur les repas, les transports et les autres logements nous les mettrons en commun dès que nous les concrétiserons.

LA DATE LIMITE POUR L'INSCRIPTION EST LE 26 MARS

En solidarité, le Groupe organisateur de Réseaux à réseaux construisant des alternatives au capitalisme.

INCRIVREZ- VOUS : http://www.redesenred.net

http://redesenred.net/dg/pages/view/643/

Le groupe organisateur est composé ds gens de Nous pouvons vivre sans capitalisme, d'Écologistes en action, du Réseau de permaculture ibérique, de la CGT, du Mouvement Zeitgeist, Xarxa pel decreixement, de l'Escargot de Saragosse, un réseau de personnes luttant pour l'autonomie zapatiste et REAS.